



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

PAYS: TUNISIE

DOCUMENT DE PROJET¹

Titre du projet: Activités habilitantes pour la préparation de la Troisième Communication Nationale de la Tunisie au titre de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatique

Résultat(s) de l'UNDAF²:

Résultat principal du Résultat secondaire du Plan Stratégique du PNUD: Planification, cadres d'action et capacités institutionnelles pour renforcer sensiblement la lutte contre les changements climatiques.

Résultat (s) attendus du Programme Pays: Des solutions durables sont développés au niveau national et local pour une gestion efficace des ressources naturelles

Produit(s) attend(s) du CPAP³: N/A

Agence d'exécution : Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable
Direction Générale de l'Environnement et de la qualité de la vie

Agence de mise en œuvre /Partenaires responsables: Programme des Nations Unies pour le Développement

Le présent projet a pour objectif de renforcer les capacités des différents partenaires impliqués dans la mise en œuvre de la CCNUCC et notamment d'aider la Tunisie à répondre à ses engagements en tant que partie non-annexe 1 de la convention en préparant sa Troisième Communication Nationale. Il s'agira de contribuer à la préparation de l'inventaire national des GES pour l'année 2012, de définir et de rendre opérationnel un processus de collecte et d'analyse des données dans les différents secteurs concernés, d'actualiser, selon les besoins, les études en matière d'atténuation, d'évaluation de la vulnérabilité et d'adaptation, de renforcer les capacités des différents partenaires par des formations, de l'expertise technique, des actions de sensibilisation, et de renforcer le processus de concertation à

Période du Programme:	2014 - 2017
Atlas Award ID:	00061429
Project ID:	00077802
PIMS #	4777
Date de début:	2014
Date de fin	2017
Arrangements de gestion	NIM
PAC Meeting Date	21 Février 2014

Total des ressources requises:	792,000 US\$
Total ressources numéraire	604,000 US\$
Total ressources allouées:	
• Fonds réguliers	n/a
• Autres:	
o FEM	480,000 US\$
o Gouvernement	124,000 US\$
(Frais de gestion du PNUD inclus	7,019 US\$)
o Gouvernement (En nature)	188,000 US\$

Le Ministre de l'Équipement
de l'Aménagement du Territoire
et du Développement Durable
Hedi LARBI

Approuvé par:

SE Monsieur Hedi LARBI - Ministre de l'Équipement, d'Aménagement du Territoire et du Développement Durable

Jour/mois/année

Approuvé par (PNUD):

Monsieur Mounir Tabet – Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement

¹ For UNDP supported GEF funded projects as this includes GEF-specific requirements

² UNDAF 2015-2019 finalisé en Décembre 2013.

³ Le CPAP 2015-2019 sera finalisé en Décembre 2014



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Table des matières

LISTE DES ABREVIATIONS	4
1. Analyse de la situation	5
2. Stratégie	7
A. Justificatif du projet et approche	7
B. Composantes du projet	10
3. CADRE DES RESULTATS DU PROJET:	17
4. BUDGET TOTAL ET PLAN DE TRAVAIL	20
A. Budget	20
B. Plan de Travail:	24
5. Arrangements de gestion	31
6. Cadre du suivi et de l'évaluation	33
7. Analyse des risques :	36
8. Contexte légal	36
I. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE	37
II. RÉSULTATS DES TRAVAUX	37
1. Insuffisances des processus des communications nationales précédentes:	37
2. Activités stratégiques en cours ou projetées :	38
3. Questions à résoudre :	38
4. Priorités et activités à développer dans le cadre de la TCN	38
5. Institutionnalisation et autres :	40
Résultats attendus :	42
1. Description des composantes et des activités	46
Chapitre 1. Circonstances nationales	47
Chapitre 3. Politiques et mesures d'atténuation,	49



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable

Au service
des peuples
et des nations

Chapitre 4. Projection des émissions aux horizons 2020 et 2030	50
Chapitre 5. Vulnérabilité et adaptation ;	50
Annexe 5 : Lettre D'accord Type entre le PNUD et le Gouvernement pour la Fourniture de Services d'Appui	56
APPENDICE	60
Annexe type au document d'appui au programme ou descriptif de projet sur l'appui du bureau de pays du pnud	Erreur ! Signet non défini.



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

LISTE DES ABREVIATIONS

ANGeD :	Agence Nationale pour la Gestion des Déchets
ANME :	Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie
AND :	Autorité Nationale Désignée
ANPE :	Agence Nationale pour la Protection de l'Environnement
BUR :	Rapport Biennal
CC :	Changement Climatique
CCNUCC :	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
CIEDE ;	Centre d'Information sur l'Énergie Durable et l'Environnement
CITET :	Centre International pour les Technologies de l'Environnement en Tunisie
CN :	Communication Nationale
CNCC :	Comité National pour le Changement Climatique
CNI :	Communication Nationale Initiale
COP :	Conférence des Parties
COFIL :	Comité de Pilotage
CQ/AQ :	Contrôle Qualité/ Assurance Qualité
DGEQV :	Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de Vie
FEM :	Fonds pour l'Environnement Mondial
GES :	Gaz à Effet de Serre
GIEC :	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
IPCC :	Intergovernmental Panel on Climate Change
MDP :	Mécanisme de Développement Propre
MEATDD :	Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable
MRV :	Measuring, Reporting and Verification
NAMA :	Nationally Appropriate Mitigation Actions
ONAS :	Office National de l'Assainissement
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PNA :	Plan National d'Adaptation
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
SCN :	Seconde Communication Nationale
SNU :	Système des Nations Unies
STT :	Stratégie de Transition pour la Tunisie
TCN :	Troisième Communication Nationale
UNDAF :	United Nations Development Assistance Framework
UGP :	Unité de Gestion du Projet
V&A :	Vulnérabilité et Adaptation



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

1. Analyse de la situation

De par sa position géographique, son relief et son climat, la Tunisie doit faire face à d'importants défis environnementaux qui sont dus essentiellement à la fragilité de ses écosystèmes, le pays étant à majorité aride, avec environ 75% du territoire menacé par la dégradation des sols, à une activité économique concentrée sur le littoral et à une agriculture qui consomme à elle seule, près de 76% des ressources en eau rares et dégradables. Il en résulte que la Tunisie est très exposée aux menaces croissantes du changement climatique.

Conscient de la fragilité de ses ressources naturelles et de la dégradation de son patrimoine biologique, le pays a depuis longtemps considéré le développement économique et social et la protection de l'environnement comme des facteurs complémentaires du processus de développement. Toutes les conventions internationales relatives à la protection de l'environnement ont été ratifiées et les cadres législatifs, réglementaires et institutionnels appropriés ont été mis en place ainsi que de nombreuses stratégies et plans d'action élaborés. En dépit de tous les efforts entrepris et des progrès réalisés au cours de ces dernières années, la Tunisie continue à faire face à d'importants défis environnementaux qui compromettent son développement durable et par conséquent le bien-être de sa population.

Parmi ces défis, on notera en priorité une situation de stress hydrique accentuée par une gestion inadéquate des ressources en eau, les effets du changement climatique et la pression exercée sur les ressources naturelles dans les différents agro-écosystèmes fragiles et sur le littoral et la nécessité de s'orienter vers une « économie verte », créatrice d'emplois, régionale et durable.

La Tunisie a ratifié la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) en décembre 1993 et le Protocole de Kyoto, en juin 2002. En tant que partie non-annexe 1, le pays, à l'instar de l'ensemble des parties signataires de cette convention, s'est engagé à communiquer, lors des conférences des parties (COP), les informations relatives aux efforts nationaux entrepris en matière de lutte contre le changement climatique, sous forme notamment de communications nationales.

La Tunisie a officiellement présenté sa Communication Nationale Initiale (CNI) en octobre 2001, lors de la COP 7 de Marrakech. Cette dernière a été, certes l'aboutissement d'une volonté politique de répondre aux engagements pris par le pays vis-à-vis de la CCNUCC, mais elle a surtout été le résultat positif d'une implication et motivation personnelles des membres du Comité National sur le Changement Climatique (CNCC) regroupant des représentants de toutes les institutions publiques et privées concernées par les questions liées au changement climatique. Préparée avec le concours financier du FEM/PNUD, en conformité avec les articles 4 et 12 de la CCNUCC et la



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

décision 10/CP.2, elle s'est inscrite dans le cadre d'un projet d'activités habilitantes qui a permis de doter la Tunisie d'une expertise solide au niveau individuel et institutionnel et d'une base de connaissances dans les différents domaines liés au changement climatique. Le document de la CNI comprend le premier inventaire national des émissions de GES pour l'année 1994 et un aperçu de toutes les initiatives relatives au changement climatique, entreprises par la Tunisie à cette période.

Le projet d'activités habilitantes destiné notamment à élaborer la Seconde Communication Nationale (SCN) avait pour objectif, tout en se conformant aux directives de la décision 17/CP.8, de consolider les acquis précédents. En effet, il s'agissait, en matière d'inventaires, outre d'améliorer leur qualité, d'encourager leur ancrage institutionnel au niveau sectoriel. Ceci ne s'est pas réalisé, sauf au niveau du secteur de l'énergie, qui est le seul à avoir gardé son groupe de travail actif et à avoir poursuivi les travaux, en actualisant régulièrement les données en matière d'émissions de GES, au niveau du secteur de l'énergie ainsi que celui des procédés industriels. Les données d'émissions du secteur de l'énergie et de celui des procédés industriels sont disponibles pour les périodes 1980-2009 et 2000-2009 respectivement. Les inventaires de ces deux secteurs, pour l'année 2012, sont en cours d'élaboration.

En revanche, les équipes constituées dans les autres secteurs (agriculture/forêts et utilisation des sols, déchets) n'ont pas été pérennisées. Les inventaires sectoriels des émissions de GES pour l'année 2000 ont donc été réalisés, dans le cadre de la Seconde Communication Nationale (SCN) par un bureau d'étude tunisien disposant d'une expertise en la matière, en collaboration avec les institutions concernées. Aujourd'hui, seuls les inventaires sectoriels pour les années de référence 1994 et 2000 sont disponibles. Le document de la SCN est actuellement en cours de soumission au Secrétariat de la Convention.

Par ailleurs, le Comité National sur le CC (structure restreinte et informelle regroupant des membres de quelques ministères et institutions concernées), devenu par la suite « la Structure focale sur le CC », n'a jamais été formalisé par un texte réglementaire, ce qui a conduit à sa disparition à la fin de 2004. A partir de 2005, des structures ad-hoc (regroupant les différents ministères et institutions concernées) ont permis de poursuivre la concertation nationale sur les questions relevant de l'adaptation (en particulier les comités de pilotage des stratégies nationales d'adaptation au CC, des écosystèmes, de l'agriculture, de la santé et du littoral) et de l'atténuation, en particulier l'Autorité Nationale Désignée (AND) pour le Mécanisme de Développement Propre (MDP) et les commissions sectorielles de vente des réductions des émissions de gaz à effet de serre.

Au début de l'année 2011, le pays a connu une crise politique majeure qui s'est soldée par la chute du régime du président Ben Ali et l'ouverture du champ des libertés (d'expression, de manifestation, de la presse, d'association), longtemps fermé. Un gouvernement provisoire a été mis en place pour assurer la gestion des affaires courantes et la préparation de l'élection d'une assemblée constituante, le 23 octobre 2011. Le gouvernement issu de cette élection assure la transition en attendant l'adoption d'une nouvelle constitution pour le pays et l'organisation de nouvelles élections présidentielle et législatives. Il est attendu que la constitution soit finalisée et adoptée au début de 2014.



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Sur le plan environnemental, la politique suivie s'inscrit dans la continuité des engagements internationaux pris par la Tunisie. Ainsi, suite aux deux communications nationales précédentes, le pays a lancé un processus de préparation et de soumission de sa Troisième Communication Nationale (TCN) à la Conférence des Parties (COP).

Ce processus a comporté un exercice d'auto-évaluation (compte-rendu en [annexe A](#)) dans le cadre d'un atelier de concertation, et des entretiens thématiques pour l'identification par les différentes parties concernées des priorités à prendre en compte dans le document de projet de la TCN. Il a conduit à l'élaboration du présent document.

L'atelier de concertation, organisé en décembre 2011, avait pour objectif d'informer les participants sur les résultats des dernières négociations internationales relatives au climat (COP 17 de Durban), de rappeler les obligations de la Tunisie vis-à-vis de la CCNUCC en matière de communication nationale, de tirer les enseignements de la préparation des communications nationales précédentes, d'identifier les besoins et les priorités de la TCN. La promotion du dialogue et les échanges d'informations ainsi que la coopération à toutes les étapes du processus, entre les parties prenantes concernées, qu'elles soient gouvernementales ou issues de la société civile (ONG, secteur privé, université, recherche), aux niveaux national et régional, constituent l'une des recommandations fortes de l'atelier.

La TCN rendra compte des améliorations apportées à la qualité des données des inventaires sectoriels d'émissions de GES (données nouvelles et /ou révisées), celles des études réalisées en matière d'atténuation, de vulnérabilité et d'adaptation, et actualisera les informations relatives au contexte national. Elle présentera également les efforts faits par la Tunisie en matière de transfert technologique, de formation, d'information et de sensibilisation sur le CC, d'intégration de la dimension CC dans les politiques nationale et sectorielles et dans le processus de décision et de développement du processus participatif dans la préparation de la communication nationale.

L'élaboration de la TCN nécessitera un appui financier de la part du FEM via le PNUD. En rendant compte des orientations et des activités mises en œuvre par la Tunisie dans le domaine du changement climatique, le projet contribue directement à l'objectif 7 de la Déclaration du Millénaire.

2. Stratégie

A. Justificatif du projet et approche

Le présent projet d'activités habilitantes s'inscrit dans l'axe 4, intitulé « une meilleure protection et gestion des ressources naturelles et adaptation aux effets du changement climatique » de la Stratégie de Transition pour la Tunisie (STT), élaborée par le Système des Nations Unies (SNU), pour la période 2011-2013, en remplacement de l'UNDAF suite à la situation politique exceptionnelle qu'a connue la Tunisie après le 14 janvier 2011.

Le PNUD possède un avantage comparatif significatif pour appuyer la Tunisie à la préparation de sa TCN. En effet, il dispose d'une expérience solide en matière d'élaboration de politiques et sur le plan technique, acquise dans le cadre du programme d'appui aux CN (NCSP), lors de l'accompagnement de plus de 130 pays, au cours de ces



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable

derniers dix ans. En outre, il a appuyé la Tunisie depuis 1995, dans l'élaboration de ses deux précédentes communications nationales.



Au service
des peuples
et des nations

L'approche retenue par le projet est de tirer les enseignements des expériences précédentes en matière de préparation des communications nationales et de capitaliser les résultats positifs déjà atteints par la Tunisie afin de les rendre pérennes. Il s'agit également de pallier les faiblesses constatées en matière de lutte contre le changement climatique.

La Troisième Communication Nationale (TCN) sera préparée selon une approche concertée et participative, afin de garantir une appropriation nationale adéquate.

Il est proposé de mettre en place un comité en charge du pilotage de la préparation des communications nationales sur le CC et des rapports biannuels (nouvelle obligation émanant de la COP 17 de Durban). Ce comité bénéficiera du renforcement des capacités offert dans le cadre de ce projet. Toutefois, une réflexion plus approfondie et concertée devra être menée sur ses attributions et ses relations avec les autres comités en charge des questions liées au CC (Stratégie nationale sur le CC, Autorité Nationale Désignée pour le MDP, commissions sectorielles pour la vente des réductions certifiées des émissions de GES) de manière à le rendre permanent. Le comité sera composé de représentants des différentes institutions concernées par la communication nationale mais également de représentants de la société civile (ONG, universités, secteur privé) et des représentants des niveaux régionaux et locaux.

Le projet renforcera le processus mis en place dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels et consolidera le savoir-faire acquis en matière de préparation des inventaires des émissions de GES (amélioration de la qualité des données de base et des méthodologies, du système de contrôle et d'assurance qualité, etc.). Il contribuera à la création d'un processus similaire au sein des autres secteurs (agriculture/forêts et utilisation des sols, déchets solides et liquides) et renforcera les compétences individuelles et institutionnelles en matière d'inventaires.

Sur le plan opérationnel, un groupe de travail « *inventaire/atténuation* » sera constitué et coordonné par l'ANME qui dispose d'une expérience confirmée en matière de préparation d'inventaires. Le groupe de travail, composé d'un représentant des 3 sous-groupes en charge des inventaires sectoriels, sera responsable du suivi et de la consolidation des travaux des sous-groupes ainsi que de la rédaction de la section « Inventaire national et Atténuation » de la TCN.



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Ainsi, le sous-groupe « *énergie et procédés industriels* » déjà établi, coordonné par l'ANME sera également chargé de l'activité d'identification des options d'atténuation dans les secteurs qui le concernent; le sous-groupe « *agriculture/forêts et autres utilisation des sols* » regroupera les institutions concernées sous la coordination du Ministère de l'Agriculture et le sous-groupe « *Déchets solides et liquides* » comprendra des représentants de l'ANGeD, de l'ONAS, du CITET et de l'ANPE, avec comme chef de file le Ministère de l'Environnement.

Un groupe de travail dédié aux questions de *vulnérabilité et d'adaptation* sera également constitué sous la coordination du Ministère de l'Environnement et bénéficiera également d'appuis externes. Il jouera le rôle de relais entre les différentes parties prenantes concernées par les questions de vulnérabilité et d'adaptation. Il facilitera la collecte des informations pertinentes et la mise en œuvre des activités prévues dans le projet et sera chargé de la rédaction de la section consacrée à la vulnérabilité et à l'adaptation de la TCN.

L'intégration dans chaque groupe/sous-groupe d'un chercheur-universitaire, spécialiste du domaine concerné, permettra un plus grand apport scientifique et la création de capacités nationales aux niveaux des institutions universitaires et de recherche en matière de préparation et d'amélioration des inventaires. Ces sous-groupes seront appuyés au besoin par des experts externes.

Le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles sera essentiel, de même que les activités en matière de sensibilisation, d'information et de formation sur les questions liées à la communication nationale en particulier et au changement climatique en général. En effet, le projet de la communication nationale doit constituer une opportunité pour sensibiliser le maximum de personnes et notamment les décideurs pour une meilleure prise en compte du CC dans les plans de développement du pays. Il est proposé de charger le CIEDE d'élaborer, dès le démarrage du projet d'activités habilitantes, un plan de formation et de sensibilisation. Il sera chargé de le coordonner et de le mettre en œuvre, avec l'appui au besoin d'experts externes. Le CIEDE établira également une base de données recensant les experts nationaux voire internationaux dans les différents domaines d'expertise (inventaires, atténuation, etc.) et sera chargé de la production de brochures, matériel didactique et de sensibilisation.

Le projet d'activités habilitantes ainsi proposé s'articule autour de 5 axes principaux, déclinés en résultats, produits attendus et activités:

Axe 1 : Inventaire national des GES pour l'année de référence 2012

Axe 2 : Politiques et mesures d'atténuation

Axe 3 : Vulnérabilité et adaptation

Axe 4 : Information en matière de circonstances nationales, assistance financière et transfert de technologie, renforcement de capacités, sensibilisation et ancrage institutionnel.

Axe 5 : Gestion de projet



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Le but du projet est de renforcer les capacités techniques et institutionnelles de la Tunisie en matière d'inventaires de GES, d'atténuation, d'analyse de la vulnérabilité et d'adaptation. L'objectif spécifique est d'appuyer le Gouvernement Tunisien à préparer sa Troisième Communication Nationale conformément aux directives des conférences des parties de la CCNUCC.

Le Gouvernement de la Tunisie, à travers l'ensemble des institutions concernées par la question du changement climatique, ainsi que la société civile (ONG, universités, etc.) et le secteur privé (bureaux d'études) seront les bénéficiaires directs de l'assistance technique fournie dans le cadre de ce projet.

Le projet proposé n'aura pas d'impact environnemental direct mais il contribuera indirectement à l'environnement global à travers les études réalisées, les informations collectées et les capacités renforcées qui permettront à la Tunisie de mettre en œuvre des politiques et des mesures améliorées en matière de réduction des émissions de GES et d'accroissement de la résilience aux impacts du CC.

B. Composantes du projet

L'OBJECTIF DE L'AXE 1 est de préparer l'inventaire national des émissions de GES de la Tunisie, par sources et par gaz, pour l'année de référence 2012, et de disposer de données sectorielles d'émissions de GES, sur la période 2000-2012, en utilisant les méthodologies et le guide des bonnes pratiques de l'IPCC.

Il s'agira également de concevoir et d'établir un système pérenne de collecte, traitement et de validation des données, à l'échelle nationale, après avoir défini les processus et les modalités de collaboration et d'échange d'information avec les autres institutions nationales en charge de la préparation des inventaires.

Résultat 1 : *l'inventaire national des GES pour l'année de référence 2012 est préparé et les capacités pour collecter, traiter et valider, de manière continue, les données nécessaires sont renforcées pour l'ensemble des secteurs clés concernés.*

Produit 1.1 : Processus de collecte, de traitement et de validation des données pour l'élaboration des inventaires des émissions de GES mis en place (agriculture/forêts et autres utilisations des sols, déchets solides et liquides) ou renforcés (énergie et procédés industriels).

Activité 1.1.1 : préparer un état des lieux permettant d'identifier les données de base existantes dans chaque secteur clé et les détenteurs d'informations nécessaires afin d'être en mesure d'élaborer l'inventaire des émissions de GES, et faire des recommandations pour la mise en place ou le renforcement d'un processus/système de collecte, traitement et validation des données qui soit harmonisé au sein de tous les secteurs concernés et institutionnalisé à terme.

Activité 1.1.2 : constitution du groupe de travail dédié à l'inventaire sous la coordination de l'ANME et des sous-groupes pour chacun des secteurs clés concernés (agriculture/forêts et utilisation des sols, déchets solides et liquides, énergie et procédés industriels)



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Activité 1.1.3 : formations ciblées organisées par le CIEDE des sous-groupes en fonction des besoins identifiés (méthodologies et guide des bonnes pratiques de l'IPCC pour l'établissement des inventaires, processus de mesure et d'évaluation des incertitudes, etc.)

Produit 1.2: Données relatives aux inventaires des émissions de GES collectées dans chacun des secteurs clés concernés et méthodologies confirmées ou renforcées

Activité 1.2.1: assistance technique pour la collecte des données, dans chacun des secteurs clés concernés, pour la préparation de l'inventaire sectoriel pour l'année de référence 2012

Activité 1.2.2 : assistance technique pour l'amélioration du calcul des facteurs d'émissions domestiques du secteur de l'énergie et des procédés industriels selon l'approche *Tier 3*

Activité 1.2.3 : assistance technique pour un projet pilote d'utilisation de l'approche *Tier2* dans le calcul des facteurs d'émissions dues aux eaux usées. L'ONAS assurera la direction de ce projet pilote.

Activité 1.2.4: assistance technique pour le calcul des émissions selon l'approche *Tier 1* pour les secteurs agriculture/forêts/utilisation des sols et déchets solides

Activité 1.2.5: appui pour l'amélioration de la collecte des données énergétiques en fonction du niveau de désagrégation requis et étude de la pertinence d'intégrer les émissions des gaz (HFC, PFC et SF6) dans le contexte tunisien

Activité 1.2.4: assistance technique pour l'actualisation/révision des données sectorielles d'émissions, sur la période 2000 - 2012

Produit 1.3: un inventaire national complet des émissions de GES par sources et par gaz, et des puits de séquestration du carbone est élaboré pour l'année 2012

Activité 1.3.1: consolidation et compilation des inventaires sectoriels pour l'année de référence 2012 et préparation de l'inventaire préliminaire national des émissions de GES par sources, et des puits de séquestration du carbone ainsi que des données d'émissions pour la période 2012 dans chacun des secteurs clés concernés.

Activité 1.3.2: études de sensibilité/calcul des incertitudes des données collectées pour 2012 en fonction des directives de l'IPCC en matière de bonnes pratiques

Activité 1.3.3: organisation d'un atelier national de présentation et validation des résultats de l'inventaire national

Produit 1.4: un guide de procédures pour la préparation de l'inventaire national est élaboré

Activité 1.4.1: sur la base des enseignements tirés des sous-groupes de travail, élaboration de guides sectoriels de procédures pour la collecte, le traitement, le contrôle qualité, la validation ainsi que l'archivage des données nécessaires à la réalisation des inventaires

Activité 1.4.2: conception de formats standardisés pour l'archivage des données d'activité, facteurs d'émissions et données estimées

Activité 1.4.3: élaboration d'une base de données d'archivage des données et autres informations dans le cadre du système national de CQ/AQ



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

L'OBJECTIF DE L'AXE 2 est de rendre compte des mesures, politiques et actions adoptées ou planifiées par la Tunisie en matière d'atténuation des émissions de GES et de séquestration du carbone et d'analyser les effets à ce jour sur l'économie tunisienne. Il s'agira également d'identifier les actions d'atténuation des émissions de GES dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre de NAMA (Nationally Appropriate Mitigation Actions) notamment dans les secteurs de l'agriculture/forêts, autres utilisations des sols et déchets. Les capacités institutionnelles et individuelles seront renforcées en matière de MRV (Measuring, Reporting and Verification). Le projet permettra d'élaborer/affiner les scénarii de projections des émissions de GES aux horizons 2020 et 2030 et de déterminer les lignes de base en matière d'atténuation. Il oeuvrera à coordonner les activités avec celle du projet de préparation du rapport biennal afin de permettre à la Tunisie de satisfaire aux nouvelles exigences issues du processus des négociations internationales sur le CC, notamment à travers la préparation de l'inventaire des émissions de GES nécessaire à la préparation du deuxième rapport biennal, dû en décembre 2016.

Résultat 2 : Actualisation des informations relatives aux efforts menés ou planifiés par la Tunisie en matière d'atténuation des émissions de GES et de séquestration du carbone et renforcement des capacités institutionnelles et individuelles en fonction des nouvelles décisions prises dans les COP.

Produit 2.1 : Analyse des mesures, politiques et stratégies d'atténuation des émissions de GES et de séquestration du carbone, adoptées ou planifiées par la Tunisie, dans chacun des secteurs clés concernés.

Activité 2.1.1: Etat des lieux et impact des mesures, politiques et stratégies d'atténuation mises en œuvre sur l'économie de la Tunisie et élaboration de recommandations

Activité 2.1.2: Organisation d'un atelier de validation de l'étude

Produit 2.2 : Etude sur les opportunités de NAMA sectorielles dans les domaines relevant de l'utilisation des sols et de l'agriculture (y compris l'élevage), des forêts et des déchets en identifiant les besoins en appui international nécessaire à leur mise en œuvre : financement, transfert technologique, renforcement des capacités.

Activité 2.2.1: Assistance technique d'un (des) consultant(s) ou du bureau d'étude pour l'élaboration de l'étude

Activité 2.2.2: Organisation d'un atelier de validation des résultats de l'étude

Produit 2.3 : Renforcement des capacités institutionnelles et individuelles sur les méthodologies pour le Mesurage, Reporting et la Vérification (MRV) des actions d'atténuation de GES pour appuyer les NAMA.

Activité 2.3.1: actions d'information et de sensibilisation à l'intention des décideurs sur le MRV et les NAMA

Activité 2.3.2: ateliers de formation des sous-groupes « Inventaires / atténuation » sur les méthodologies de MRV



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Produit 2.4 : Actualisation des scénarii de projection de l'évolution des émissions de GES aux horizons 2020 et 2030
Les secteurs à considérer selon la méthodologie de l'IPCC : l'énergie, les procédés industriels, l'agriculture, l'UTCATF (utilisation des terres, changement d'affectation des terres et les forêts) et les déchets. En outre, Il n'y a pas eu une évaluation des modèles ou méthodes à utiliser pour établir les projections des émissions de GES. C'est dans le cadre du présent projet et dans le cadre d'autres initiatives en cours (NAMA Plan Solaire Tunisien, NAMA dans le secteur des bâtiments, NAMA agriculture et UTCATF, NAMA dans le secteur de l'assainissement) que cette évaluation va être réalisée en concertation avec les secteurs concernés.

Egalement, cette évaluation sera faite dans le cadre du projet « capacity building on GHG emissions inventory and MRV system in the energy sector in Tunisia » qui a démarré en février 2013 (Projet mis en œuvre par l'Agence Nationale de Maîtrise de l'Energie et le Ministère de l'Environnement et financé par le ministère allemand de l'environnement et la GIZ).

Il est à noter que pour les scénarii de projection pour tous les secteurs identifiés ci-dessus des modèles de perspectives seront utilisés, prenant en considération que le secteur de l'énergie utilise déjà le modèle MEDPRO Environnement.

Activité 2.4.1: collecte des données pour l'actualisation des scénarii d'évolution aux horizons 2020 et 2030 et l'identification des lignes de base

Activité 2.4.2: élaboration des différents scénarii et analyse de sensibilité

Activité 2.4.3: atelier de présentation et de validation des résultats des projections au niveau de chacun des secteurs clés concernés

Activité 2.4.4: documentation et archivage des scénarii de projection au sein du système national de CQ/AQ

Produit 2.5: Appui au processus d'élaboration du deuxième rapport biennal de la Tunisie

Activité 2.5.1 organisation d'un atelier de validation du contenu du deuxième rapport biennal

Activité 2.5.2: publication et soumission du rapport biennal

L'OBJECTIF DE L'AXE 3 consiste à actualiser les informations relatives aux politiques, stratégies et programmes/projets mis en œuvre ou planifiés en matière de vulnérabilité et d'adaptation, de les décrire et de les analyser, et d'évaluer les effets/impacts des actions déjà mises en œuvre. Il s'agira d'identifier les priorités à la fois au niveau régional et au niveau de certains sous-secteurs non encore étudiés. Des requêtes de financement seront préparées dans le cadre du projet pour deux actions prioritaires à identifier, dont le PNA. Les capacités institutionnelles et individuelles seront renforcées en matière de modélisation et d'élaboration de scénarii à long terme et à l'échelle locale.

Résultat 3 : Analyse de la vulnérabilité en Tunisie et des mesures, politiques et stratégies récentes adoptées ou planifiées en matière d'adaptation et capacités institutionnelles et individuelles renforcées en matière de modélisation et élaboration de scénarii à long terme, y compris à l'échelle locale.



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Produit 3.1: Etat des lieux en matière de vulnérabilité et d'adaptation et évaluation des impacts des programmes/projets déjà mis en œuvre en la matière.

Activité 3.1.1: description, analyse et évaluation des impacts éventuels des études/stratégies sectorielles réalisées ou planifiées.

Activité 3.1.2: définir les priorités au niveau régional et des sous-secteurs et les recommandations

Activité 3.1.3: Atelier de présentation et de validation de l'étude.

Produit 3.2: Requête de financement préparée pour l'élaboration du Plan National d'Adaptation (opportunité énoncée à la COP 17)

Activité 3.3.1: Assistance technique d'un (de) consultant(s) ou d'un bureau d'études pour la préparation des requêtes de financement

Activité 3.3.2: Atelier de validation du contenu des requêtes et soumission aux bailleurs de fonds intéressés

Produit 3.3 : Requêtes de financement préparées pour un projet d'adaptation au CC

Activité 3.4.1: Assistance technique d'un(de) consultant(s) ou d'un bureau d'études pour la préparation de la requête de financement

Activité 3.4.2: Atelier de validation du contenu de la requête et soumission aux bailleurs de fonds intéressés

Produit 3.4: Renforcement des capacités des parties prenantes concernées sur les méthodes de modélisation et appui à l'élaboration de scénarii à LT et à un niveau régional

Activité 3.4.1: Assistance technique des consultants ou bureau d'études pour l'organisation de sessions de formation des parties prenantes (à déterminer) sur les méthodes de modélisation

Activité 3.4.2: Appui à l'identification et à la collecte des données nécessaires

Activité 3.4.3: Appui à l'actualisation des hypothèses et à l'élaboration des scénarii tendanciels

Activité 3.4.4: atelier de présentation et de validation des résultats des scénarii

L'OBJECTIF DE L'AXE 4 est de mettre à jour les données relatives au contexte tunisien, en fonction des développements récents, c'est-à-dire actualiser les informations liées au climat, au contexte économique et social du pays, etc., qui permettent d'appréhender la problématique du CC et ce, en relation avec les autres sections du document de la TCN. Il s'agit également d'actualiser les priorités de développement, aux niveaux national et régional, en relation avec le changement climatique et plus particulièrement, de répertorier les besoins et les préoccupations résultant des effets/impacts du CC sur le pays et les besoins et les préoccupations liés à la mise en œuvre des programmes/projets élaborés dans les domaines d'atténuation et d'adaptation.



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Une description des efforts réalisés ou à faire par le gouvernement sur le plan institutionnel afin de préparer les communications nationales en particulier et mettre en œuvre la CCNUCC en général (acteurs impliqués, distribution des rôles et responsabilités de chacun, structures créées, etc.) devra être réalisée. Les actions d'information, de formation et de sensibilisation (Article 6 de la CCNUCC), notamment à travers le CIEDE, celles relatives au transfert technologique (Article 4 de la CCNUCC) et éventuellement celles portant sur la Recherche et l'observation systématique (Article 5 de la CCNUCC) seront documentées et constitueront une section à part entière de la TCN.

Le projet prévoira d'organiser des ateliers d'information et de sensibilisation des décideurs notamment, dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles et individuelles. Il est prévu que le CIEDE assure un certain nombre d'activités d'information, de sensibilisation et de formation sur les différentes thématiques liées à la préparation des communications nationales. Il pourra au besoin être appuyé par des experts externes (nationaux ou internationaux).

Résultat 4 : Elaboration d'un rapport de synthèse des activités réalisées en matière de formation, d'information et de sensibilisation sur les CN et le CC et préparation d'un programme triennal d'activités prioritaires et publication, traduction et diffusion du document de la TCN

Produit 4.1: Rapport sur les activités de renforcement de capacités institutionnelles et individuelles réalisées en matière de formation, information et sensibilisation sur les CN en particulier et le CC en général et programme triennal prioritaire

Activité 4.1.1: Assistance technique au CIEDE pour l'élaboration d'un rapport de synthèse sur les activités de renforcement de capacités réalisées en matière de formation, information et sensibilisation sur les CN en particulier et le CC en général (section de la TCN) et la préparation d'un programme triennal prioritaire d'information, de sensibilisation et de formation relatif à la préparation des communications nationales et sur le CC

Activité 4.1.2: Atelier de présentation et de validation du programme triennal

Activité 4.1.3: Conception et édition de publications, brochures, matériel didactique

Produit 4.2: Document de la TCN préparé, traduit, publié et diffusé

Activité 4.2.1: Assistance technique d'un(de) consultant(s) ou bureau d'études pour l'élaboration du document de la TCN conformément aux exigences de la COP

Activité 4.2.2: Organisation d'un atelier de présentation et de validation du contenu du document

Activité 4.2.3: traduction et publication du document

Activité 4.2.4: ateliers d'information et de sensibilisation sur la TCN pour les décideurs et autres parties prenantes aux niveaux national et local

L'OBJECTIF DE L'AXE 5 est d'assurer la mise en œuvre du projet d'activités habilitantes par une gestion appropriée. A cet effet, une unité de gestion de projet (UGP) sera mise en place au sein du Ministère de l'Environnement. Elle comprendra un(e) Coordinateur (-trice) de projet, recruté(e) sur le budget du projet, et un(e) assistant(e) de projet qui viendront appuyer le Directeur National du projet.



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Résultat 5 : un projet mis en œuvre dans les temps impartis et de manière efficace et efficiente, se basant sur des outils de gestion basée sur les résultats

Produit 5.1: une UGP constituée et opérationnelle

Activité 5.1.1: recrutement d'un(e) Coordinateur (-trice) de projet et d'un(e) assistant(e) au projet

Activité 5.1.2: actualisation du plan de travail annuel et mise en place d'un système de suivi et évaluation avec indicateurs définis

Activité 5.1.3: organisation d'un atelier de lancement du projet pour validation du plan de travail et du système de suivi-évaluation

Produit 5.2 : Coordination et communication assurées entre les différentes parties prenantes au projet

Activité 5.2.1: constitution du comité de pilotage et organisation de réunions sur une base régulière à convenir

Activité 5.2.2: assurer la dissémination des études validées entre les différentes parties prenantes

Activité 5.2.3: préparer des communiqués de presse et participer à des manifestations techniques ou grand public pour diffuser les résultats, expériences et bonnes pratiques du projet

Produit 5.3 : Activités du projet, produits et résultats suivis et évalués

Activité 5.3.1: établir en coordination avec le CIEDE une liste des experts et bureaux d'études nationaux et internationaux dans les différents domaines d'expertise en relation avec la communication nationale

Activité 5.3.2: préparer les rapports de suivi conformément aux procédures du FEM/PNUD

Activité 5.3.3: collecter et archiver les documents, rapports produits dans le cadre du projet

Activité 5.3.4: organiser les audits financiers du projet sur une base annuelle

Activité 5.3.5: organiser une évaluation finale indépendante 3 mois avant la fin du projet



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

3. CADRE DES RESULTATS DU PROJET:

Le projet contribuera à atteindre le résultat du Programme de pays suivant, tel que défini dans le CPAP ou le CPD: Des solutions durables sont développées au niveau national et local pour une gestion efficace des ressources naturelles.					
Indicateurs de résultat du Programme de Pays: 4.2.2. Outils d'aide à la décision pour une meilleure gestion des ressources naturelles développés					
Primary applicable Key Environment and Sustainable Development Key Result Area (same as that on the cover page, circle one): 1. Mainstreaming environment and energy OR 2. Catalyzing environmental finance OR 3. <u>Promote climate change adaptation</u> OR 4. Expanding access to environmental and energy services for the poor.					
Objectif stratégique et Programme du FEM: Activités habilitantes: Changement climatique					
	Indicateurs	Situation de base	Cibles Fin de projet	Sources de vérification	Risques et hypothèses
Objectif du projet⁴ Préparation de la Troisième Communication Nationale (TCN)	<i>Document de la TCN préparé</i>	<i>SCN préparée et soumise.</i>	<i>Elaboration de la TCN et soumission à la CCNUCC</i>	<i>Site web de la CCNUCC</i>	<i>H : Appui politique du gouvernement en place pour le respect des engagements de la Tunisie vis-à-vis de la CCNUCC et plus particulièrement pour la préparation des CN R : Difficulté de coordination entre les</i>

⁴ Objective (Atlas output) monitored quarterly ERM and annually in APR/PIR



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

					<i>différentes parties prenantes impliquées dans la préparation de la TCN</i>
Résultat 1⁵ Inventaire national des GES pour 2012 et système de collecte, traitement, validation des données opérationnel	<i>Inventaires sectoriels pour l'énergie et les procédés industriels, l'agriculture /forêts et autres utilisations du sol, déchets solides et liquides disponibles sur la période 2012</i> <i>Système de collecte, traitement et validation (CQ/AQ) des données opérationnel</i> <i>Guide de procédures pour la préparation des inventaires</i>	<i>Inventaires sectoriels pour l'énergie et les procédés industriels sur la période 2000-2009</i> <i>Inventaires émission GES pour 2010 en cours de finalisation</i> <i>Autres secteurs, inventaires pour les années 1994 et 2000 uniquement</i> <i>Approches Tier 2 ou 3 maîtrisées dans l'énergie uniquement</i> <i>Processus de collecte, d'analyse et de validation des données en place dans le secteur de l'énergie uniquement</i>	<i>Inventaire national pour 2012 et émissions sectorielles de 2012 dans les différents secteurs clés (énergie, procédés industriels, agriculture/forêts, autres utilisations des sols, déchets)</i> <i>Processus de collecte, d'analyse et de validation des données et résultats défini et mis en place</i> <i>Approche Tier3 dans l'énergie et procédés ind., Tier2 pour les déchets liquides et Tier1 au moins pour les autres secteurs</i>	<i>Documents du projet</i> <i>Rapports techniques</i> <i>Rapports d'activités</i>	<i>H et R : Disponibilité et accès à toutes les données nécessaires, sur la période souhaitée 2012.</i>
Résultat 2 Analyse d'atténuation	<i>Chapitre de la TCN sur l'atténuation actualisé</i>	<i>Stratégies d'atténuation dans le secteur énergétique</i>	<i>Opportunités d'atténuation actualisées ou identifiées dans tous les secteurs clés.</i>	<i>Documents du projet</i>	

⁵ All outcomes monitored annually in the APR/PIR. It is highly recommended not to have more than 4 outcomes.



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

	<i>Deuxième rapport biennal de la Tunisie</i>		<i>NAMA sectorielles validées. Système de MRV compris et conçu</i>	<i>Rapports techniques</i>	
Résultat 3 Analyses de la vulnérabilité et de l'adaptation	<i>Chapitre de la TCN sur la V&A actualisé</i> <i>Requêtes de financement pour projets prioritaires</i>	<i>Nombreuses études sectorielles</i> <i>Pas de plan d'action</i>	<i>Affiner au niveau régional et sous-secteurs prioritaires</i> <i>Meilleure maîtrise des modèles de prévision à LT et au niveau local</i>	<i>Documents du projet rapports techniques</i>	
Résultat 4 Circonstances nationales, contraintes et lacunes en matière de renforcement des capacités techniques et financières et autres informations pertinentes	<i>Nb d'ateliers de dissémination des conclusions du rapport sur les circonstances nationales et aspects institutionnels</i> <i>Section de la TCN sur l'article 4 élaborée</i> <i>Programme triennal de renforcement des capacités</i> <i>Nb d'ateliers de sensibilisation et d'information réalisés</i> <i>Nb d'ateliers de formation</i> <i>Document de la TCN traduit et publié</i>	<i>Circonstances nationales et autres analysés dans la SCN ne reflètent pas les récents développements qu'a connus la Tunisie</i> <i>Faible participation de la société civile et des régions</i>	<i>Sensibilisation des décideurs du nouveau gouvernement</i> <i>Renforcement des capacités de toutes les parties prenantes</i> <i>Mise en place d'un processus participatif à tous les stades de la préparation de la CN</i>	<i>Documents du projet</i> <i>Rapports</i>	



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

4. budget total et plan de travail

A. Budget

Award ID:	00061429	Project ID(s):	00077802
Award Title:	Activités habilitantes pour la préparation de la Troisième Communication Nationale de la Tunisie au titre de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques		
Business Unit:	TUN 10		
Project Title:	Activités habilitantes pour la préparation de la Troisième Communication Nationale de la Tunisie au titre de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques		
PIMS no. __	4777		
Implementing Partner (Executing Agency)	Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la vie		

GEF Outcome/Atlas Activity	Responsible Party/ Implementing Agent	Fund ID	Donor Name	Atlas Budgetary Account Code	ATLAS Budget Description	Amount Year 1 (USD)	Amount Year 2 (USD)	Amount Year 3 (USD)	Total (USD)	Budget Notes :
OUTCOME 1: GHG Inventory	MENV ANME Groupe de travail Inv&Attén.	62000	GEF	71200	International Consultants	15,000\$	40,000\$	20,000\$	75,000\$	1
				71300	Local Consultants	20,000\$	16,000\$	16,000\$	52,000\$	2
				72100	Contractual services -Companies	18,000 \$	35,000\$	0 \$	53,000\$	3
				71600	Travel	7,000\$	5,000\$	2,000\$	14,000\$	4
				75700	Training, Workshops and Confer	10,000\$	\$	5,000\$	15,000\$	5
					Total Outcome 1	70,000\$	96,000\$	43,000\$	209,000\$	
OUTCOME 2: Mitigation analysis	MEATDD Groupe de travail Inv&Attén.	62000	GEF	71200	International Consultant	\$	20,000\$	\$	20,000\$	6
				71300	Local Consultants	15,000\$	15,000\$	15,000\$	45,000\$	7
				71600	Travel	\$	5,000\$	\$	5,000\$	8
				75700	Training, Workshops and Confer	10,000\$	8,000	8,000\$	26,000\$	9



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

GEF Outcome/Atlas Activity	Responsible Party/ Implementing Agent	Fund ID	Donor Name	Atlas Budgetary Account Code	ATLAS Budget Description	Amount Year 1 (USD)	Amount Year 2 (USD)	Amount Year 3 (USD)	Total (USD)	Budget Notes :
					Total Outcome 2	25,000\$	48,000\$	23,000\$	96,000\$	
OUTCOME 3: Vulnerability and Adaptation Assessments	MEATDD Groupe de travail V&A	62000	GEF	71200	International Consultants	\$	\$	40,000\$	40,000\$	10
				71300	Local Consultants	\$	10,000\$	20,000\$	30,000\$	11
					Contractual services	\$	\$	\$	\$	
				71600	Travel	\$	\$	5,000\$	5,000\$	12
				75700	Training, Workshops and Confer	\$	\$	18,000\$	18,000\$	13
					Total Outcome 3	\$	10,000\$	83,000\$	93,000\$	
OUTCOME 4: National circ; Conts. & gaps, financial, tech, & capacity needs; Other relevant info	MEATDD CIEDE	30071 TBWP	GOV TBWP	71200	International Consultants	0\$	20,000\$	20,000\$	40,000\$	14
				71300	Local Consultants	0\$	29,000\$	16,000\$	45,000\$	15
				74200	Publication/translation/disseminati on	0\$	5,000\$	\$	5,000\$	16
				71600	Travel	4,000\$	4,000\$	4,981 \$	12,981\$	17
				75700	Training, Workshops and Confer	5,000\$	5,000\$	0\$	10,000\$	18
				74599	UNDP Cost Recovery Charges	1,500\$	1,500\$	1,000\$	4,000\$	
					Total Outcome 4	10,500\$	64,500\$	41,981\$	116,981\$	
Project Manag0ment	MEATDD	62000	GEF	71400	Contractual Services – Individual	15,000\$	20,000\$	20,000\$	55,000\$	19
				72200	Information Technology Equipment	4,500\$	\$	\$	4,500	20
				74100	Professional service	1,500\$	1,500\$	1,500\$	4,500	21
				74599	UNDP Cost Recovery Charges	4,000\$	7,000\$	7,000\$	18,000\$	22
					Total Management	25,000\$	28,500\$	28,500\$	82,000\$	
GEF TOTAL						120,000\$	182,500\$	177,500\$	480,000\$	
PROJECT TOTAL						130,500\$	247,000\$	219,481\$	596,981\$	



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

Budget notes:

1. Consultant International (longue durée) Expert international senior pour la collecte des données et la mise à jour à raison de 600\$ h/j pour une mission de 30j ; sur la durée totale du projet ;
2. 03 Consultants nationaux (longue durée) : deux Experts nationaux senior pour la collecte des données et la mise à jour à raison de 400 \$h/j pour une mission de 45h/j, sur la durée totale du projet et un expert national junior à raison de 250\$ h/j pour 48h/j sur la période du projet ;
3. Bureau d'étude pour un appui à l'inventaire de GES
4. Frais de déplacement internationaux des parties prenantes dans le cadre du projet : frais de mission, billet d'avion, DSA etc...
5. Atelier de concertation avec les parties prenantes dans le cadre du projet sur la préparation de l'inventaire GES
6. 01 consultant international Senior à raison de 600\$ h/j pour une mission d'une durée de 30j
7. 02 Consultants nationaux senior à raison de 400 \$h/j pour une mission de 50j chacun, sur la durée totale du projet
8. Frais de déplacement internationaux des parties prenantes dans le cadre du projet frais de mission, billet d'avion, DSA etc..
9. Atelier de concertation et de partage avec les parties prenantes dans le cadre de l'axe 2.
10. 01 consultant international Senior à raison de 600\$ h/j pour une mission de 60j
11. 02 Consultants nationaux senior à raison de 400 \$h/j pour une mission de 20j chacun
12. Frais de déplacement internationaux des parties prenantes dans le cadre du projet frais de mission, billet d'avion, DSA etc..
13. Atelier de concertation et de partage avec les parties prenantes dans le cadre de l'axe 3
14. 01 consultant international Senior à raison de 600\$ h/j pour une mission de 60j
15. 02 Consultants nationaux senior à raison de 400 \$h/j pour une mission de 20j chacun
16. Cout d'impression de produit de communication
17. Frais de déplacement des parties prenantes dans le cadre du projet frais de mission, billet d'avion, DSA
18. Atelier de concertation et de partage avec les parties prenantes dans le cadre de l'axe 4
19. Salaire de l'assistant administratif et financier du projet : à raison de 1400\$/mois sur la durée totale du projet + assurance + 4.5% sécurité à déduire du salaire.
20. Achat d'équipement informatique et de fourniture de bureau : ordinateur portable, imprimante, scanner, software, consommable de bureau...
21. Coûts d'audit, annuellement, 3x 1,500\$
22. Direct project costing selon une estimation basée sur l'Universal price list, suivant Lettre d'accord (Annexe 6)



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable

**Summary of
Funds:⁶**



Au service
des peuples
et des nations

	Amount Year 1	Amount Year 2	Amount Year 3	Total
GEF	120,000\$	182,500\$	177,500\$	480,000\$
GOV (cash)	10,500 \$	64,500\$	49,000\$	124,000\$
Government (in-kind)	60,000\$	68,000\$	60,000\$	188,000\$
TOTAL	190,500\$	315,000\$	286,500\$	792,000\$

⁶ Summary table should include all financing of all kinds: GEF financing, co-financing, cash, in-kind, etc...



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

A. Plan de Travail:

	Année 1				Année 2				Année 3			
Produits/Activités	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12
Produit 1.1: Processus de collecte, de traitement et validation des données mis en place ou renforcé dans les secteurs clés concernés												
1.1.1 termes de référence pour l'élaboration de l'étude	X											
1.1.2 recrutement d'un(e) consultant(e) ou d'un bureau d'études	X											
1.1.3 identification des données de base existantes et détenteurs dans chaque secteur clé		X	X									
1.1.4 conception et mise en place des processus de collecte, de traitement et de validation interne des données		X	X									
1.1.5 recommandations pour la pérennisation voire l'institutionnalisation sous forme d'un système opérationnel de collecte, traitement et validation des résultats des inventaires		X	X									
1.1.6 organisation d'un atelier de présentation et validation de l'étude			X									
1.1.7 constitution du groupe de travail « Inventaire et Atténuation » + sous-groupes sectoriels	X											
1.1.9 formation par le CIEDE des membres des sous-groupes sur les méthodologies de l'IPCC, guide des bonnes pratiques et autres en vue de l'élaboration des inventaires		X										
Produit 1.2: Estimation des émissions de GES dans les secteurs clés concernés												
1.2.1 élaboration des termes de référence pour l'assistance technique aux sous-groupes de travail (en charge des produits 1.3 et 1.4 également)		X										
1.2.2 recrutement des experts ou bureaux d'étude pour l'appui			X									
1.2.3 calcul des facteurs d'émissions domestiques selon l'approche Tier 3 de la méthodologie de l'IPCC dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels				X	X							
1.2.4 projet pilote d'utilisation de l'approche Tier 2 dans le calcul des facteurs d'émissions dues aux stations d'épuration de l'ONAS				X	X							



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

	Année 1				Année 2				Année 3			
Produits/Activités	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12
1.2.5 calcul des facteurs d'émissions selon l'approche Tier 1 pour les secteurs Agriculture/forêts, autres utilisations des sols, déchets solides				X	X							
1.2.6 amélioration de la collecte des données énergétiques en fonction des niveaux de désagrégation requis et étude de la pertinence de calculer les émissions de gaz tels le HFC, PFC et SF6 en Tunisie				X	X							
1.2.7 calcul des émissions de GES sur la période 2000-2012 pour tous les secteurs clés concernés				X	X	X	X					
Produit 1.3 : Inventaire national pour l'année de référence 2012												
1.3.1 consolidation des inventaires sectoriels								X	X			
1.3.2 études de sensibilité/calcul des incertitudes selon la méthodologie de l'IPCC								X	X			
1.3.3 atelier national pour la présentation et la validation des résultats de l'inventaire national										X		
Produit 1.4: guides de procédures pour la préparation des inventaires												
1.4.1 Préparation de guides sectoriels pour la collecte, le traitement et la validation ainsi que l'archivage des données nécessaires à la préparation des inventaires									X	X		
1.4.2 préparation de formats standardisés pour l'archivage des données (données d'activités, facteurs d'émissions et autres)										X		
1.4.3 Elaboration d'une base de données d'archivage des données et autres informations pertinentes dans le cadre du système national de CQ/AQ											X	X
Produit 2.1: analyse des mesures, politiques et stratégies d'atténuation des émissions de GES mises en œuvre ou planifiées en Tunisie, dans chacun des secteurs clés concernés, depuis la SCN												
2.1.1 élaboration des termes de référence de l'étude	X											
2.1.2 recrutement du(es) consultant(s) ou bureau d'études		X										



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

	Année 1				Année 2				Année 3			
Produits/Activités	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12
2.1.3 état des lieux et impact des mesures, politiques, stratégies mises en œuvre et élaboration de recommandations			X	X								
2.1.4 organisation d'un atelier de validation de l'étude					X							
Produit 2.2 Etude sur les opportunités de NAMAs sectorielles, notamment dans les secteurs de l'agriculture/forêts, de l'utilisation des sols et des déchets												
2.2.1 élaboration des termes de référence de l'étude			X									
2.2.2 recrutement du(es) consultant(s) ou bureau d'études				X								
2.2.3 organisation d'un atelier de validation de l'étude						X						
Produit 2.3 Capacités institutionnelles et individuelles renforcées sur les méthodologies de MRV et actions d'atténuation dans le cadre des NAMAs												
2.3.1 ateliers de sensibilisation pour les décideurs sur les MRV et NAMAs		X	X									
2.3.2 ateliers de formation des sous-groupes « inventaire/atténuation » sur les méthodologies de MRV		X										
Produit 2.4 Actualisation des scénarii de projection des émissions aux horizons 2020 et 2030 et identification des lignes de base pour chaque secteur clé concerné												
Activité 2.4.1 collecte des données dans chaque secteur clé concerné					X							
Activité 2.4.2 élaboration des différents scénarii et analyse de sensibilité						X	X					
Activité 2.4.3 atelier de présentation et validation des résultats								X				
Activité 2.4.4 documentation et archivage au sein du système de CQ/AQ								X				
Produit 2.5 Appui au processus d'élaboration du deuxième rapport biennal de la Tunisie												
Activité 2.5.1 atelier de présentation et de validation du rapport									X			



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

	Année 1				Année 2				Année 3			
Produits/Activités	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12
Activité 2.5.2 publication et soumission du rapport										X	X	
Produit 3.1 Analyse en matière de vulnérabilité et d'adaptation												
Activité 3.1.1 élaboration des termes de référence de l'étude							X					
Activité 3.1.2 recrutement d'un(e) consultant(e) ou bureau d'étude								X				
Activité 3.1.3 description, analyse et évaluation des impacts des mesures, politiques et stratégies sectorielles élaborées									X			
Activité 3.1.4 définir les priorités au niveau régional et des sous-secteurs et recommandations de mise en œuvre										X		
Activité 3.1.5 atelier de présentation et de validation de l'étude										X		
Produit 3.2 Requête de financement pour l'élaboration du Plan National d'Adaptation (PNA) de la Tunisie												
Activité 3.2.1 élaboration des termes de référence									X			
Activité 3.2.2 recrutement d'un(e) consultant(e) ou bureau d'étude										X		
Activité 3.2.3 validation du contenu de la requête et soumission aux bailleurs de fonds intéressés											X	
Produit 3.3 Requête de financement pour un projet d'adaptation au CC												
Activité 3.3.1 élaboration des termes de référence									X			
Activité 3.3.2 recrutement d'un(e) consultant(e) ou bureau d'études										X		
Activité 3.3.3 validation du contenu de la requête et soumission aux bailleurs de fonds intéressés											X	
Produit 3.4 Capacités des différentes parties prenantes renforcées en matière de modélisation et élaboration de scénarii à LT y compris à l'échelle locale												



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

	Année 1				Année 2				Année 3			
Produits/Activités	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12
Activité 3.4.1 élaboration des termes de référence de la mission (formation et actualisation des scénarii)								X				
Activité 3.4.2 Recrutement des consultants(es) ou bureau d'études									X			
Activité 3.4.3 formation des parties prenantes										X		
Activité 3.4.4 identification et collecte des données nécessaires										X		
Activité 3.4.5 actualisation des hypothèses et élaboration des scénarii										X	X	
Activité 3.4.6 atelier de présentation et de validation des résultats des projections											X	
Produit 4.1: Rapport sur les activités de renforcement de capacités institutionnelles et individuelles réalisées en matière de formation, information et sensibilisation sur les CN en particulier et le CC en général et programme triennal prioritaire												
Activité 4.1.1: Assistance technique au CIEDE pour l'élaboration d'un rapport de synthèse sur les activités de renforcement de capacités réalisées en matière de formation, information et sensibilisation sur les CN en particulier et le CC en général (section de la TCN) et la préparation d'un programme triennal prioritaire d'information, de sensibilisation et de formation relatif à la préparation des communications nationales et sur le CC	X	X										
Activité 4.1.2: Atelier de présentation et de validation du programme triennal			X									
Activité 4.1.3: Conception et édition de publications, brochures, matériel didactique			X									
Produit 4.2 Document de la TCN préparé, traduit, publié et diffusé												
Activité 4.2.1 termes de référence pour l'élaboration du document									X			
Activité 4.2.2 recrutement d'un(e) consultant(e) ou bureau d'études									X			
Activité 4.2.3 Collecte et compilation des informations et rapports relatifs aux différentes sections de la CN et préparation d'un document synthétique										X	X	
Activité 4.2.4 Atelier de présentation et de validation du document de la TCN											X	



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

	Année 1				Année 2				Année 3			
Produits/Activités	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12
Activité 4.2.5 Traduction, publication du document de la TCN												X
Activité 4.2.6 ateliers d'information et de sensibilisation sur la TCN pour les décideurs et autres parties prenantes aux niveaux national et local											X	X
Produit 5.1 UGP constituée et opérationnelle												
Activité 5.1.1 termes de référence et recrutement du Coordinateur de projet, mise en place de l'UGP	X											
Activité 5.1. 2 Actualisation du plan de travail et mise en place d'un système de S&E	X											
Activité 5.1.3 Atelier de lancement du projet		X										
Produit 5.2 Coordination et communication assurées entre les différentes parties prenantes au projet												
Activité 5.2.1 constitution du comité de pilotage et organisation de réunions sur une base régulière à convenir		X										
Activité 5.2.2 assurer la dissémination des études/rapports entre les différentes parties prenantes				X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 5.2.3 préparer des communiqués de presse et participer à des manifestations techniques ou grand public pour diffuser les résultats, expériences et bonnes pratiques du projet								X				X
Produit 5.3 activités du projet, produits et résultats suivis et évalués												
Activité 5.3.1 élaborer en coordination avec le CIEDE une liste des consultants et bureaux d'étude nationaux et internationaux dans les différents domaines d'expertise en relation avec la communication nationale		X										
Activité 5.3.2 préparer les rapports de suivi conformément aux procédures en vigueur du PNUD/FEM												



Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du
Territoire et du Développement Durable



Au service
des peuples
et des nations

	Année 1				Année 2				Année 3			
Produits/Activités	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12
Activité 5.3.3 Collecter et archiver les documents, rapports produits dans le cadre du projet												
Activité 5.3.4 organiser un audit financier du projet sur une base annuelle conformément aux procédures en vigueur du PNUD/FEM				X				X				X
Activité 5.3.5 organiser une évaluation finale indépendante, 3 mois avant la fin du projet											X	

5. Arrangements de gestion

La gestion du projet sera assurée conformément aux règles et procédures en vigueur au PNUD relatives à l'exécution nationale. La Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie (DGEQV) relevant du Ministère de l'Environnement sera l'agence nationale d'exécution du projet. Le directeur de l'environnement industriel à la DGEQV et point focal de la CCNUCC sera le Directeur National du Projet (DNP).

Le DNP fera appel à un appui d'un cadre confirmé de la DGEQV pour mettre en œuvre le projet. Le cadre aura la qualité d'adjoint du DNP.

Un/e assistant au projet sera recruté par voie de consultation, conformément à la procédure en vigueur au PNUD. Il aura pour tâche première d'appuyer le DNP à préparer les plans de travail annuels et de mettre en place un système de gestion et de suivi axé sur les résultats. Il devra posséder des connaissances en matière de gestion de projets, planification opérationnelle et gestion axée sur les résultats. Sous l'autorité du DNP, il assurera également la gestion administrative et financière quotidienne du projet.

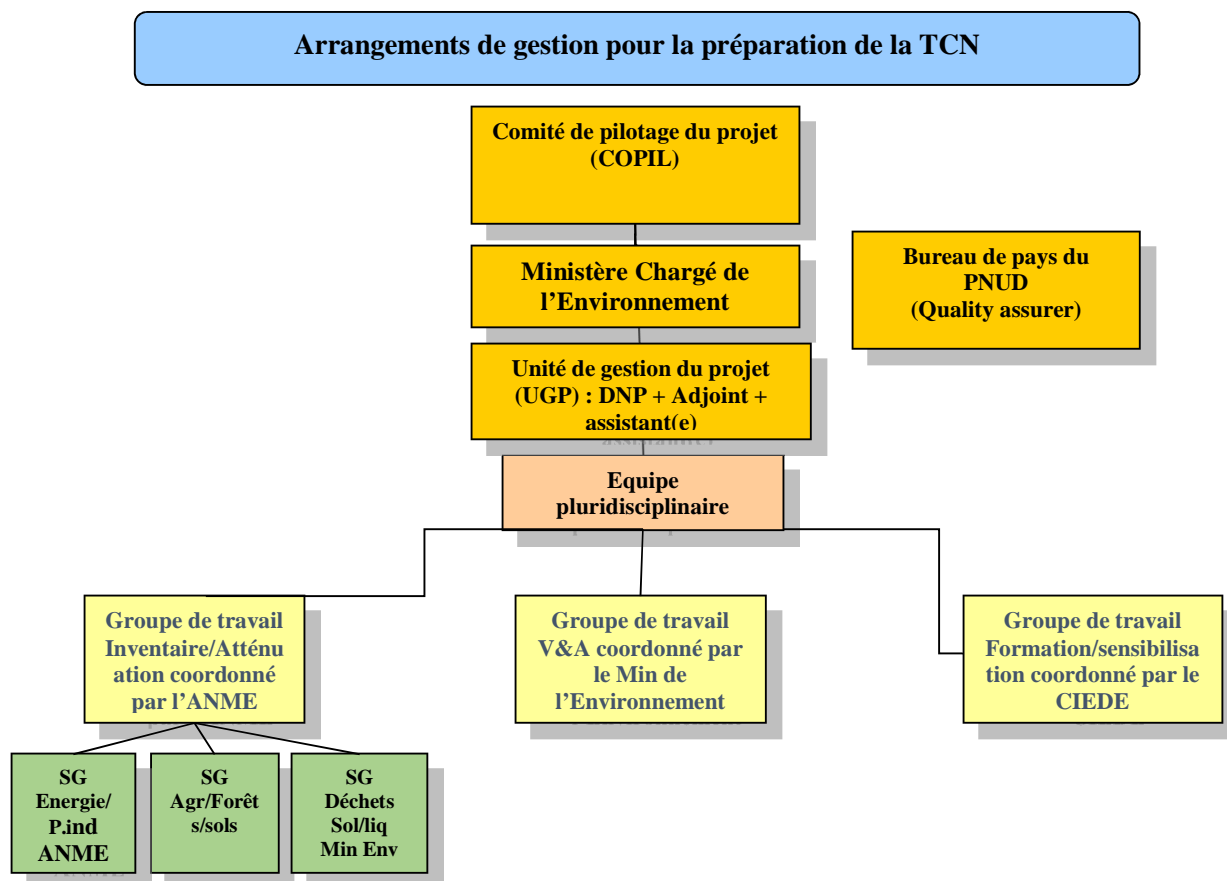
Le projet fera également appel aux services d'experts nationaux et internationaux (indépendants ou bureaux d'études) qui seront recrutés par voie d'appel d'offres ou de consultations restreintes selon les montants du marché et en conformité avec les procédures de l'exécution nationale du PNUD.

Le bureau du PNUD apportera un appui technique ainsi que les facilités nécessaires au projet pour les services de recrutement, d'établissement de contrats, de suivi de l'exécution des activités, du suivi financier et du reporting. Il aura pour responsabilité première la tâche de supervision (oversight) et veillera à la bonne exécution du projet dans un but d'atteindre les résultats attendus.

Afin de garantir une mise en œuvre adéquate des activités du projet, un Comité de pilotage (COPIL) sera créé en tant que structure décisionnelle. Il veillera au bon déroulement des activités du projet, validera les étapes et résultats essentiels, assurera la remontée des informations nécessaires et diffusera les résultats des travaux du projet dans les départements et institutions respectifs. Tout en étant suffisamment représentatif, le COPIL devra être le plus restreint possible et pourra être renforcé ponctuellement par des experts ou personnes-ressources selon les besoins. A minima, il comprendra un représentant des départements ministériels directement impliqués dans l'élaboration des CN mais également des membres de la société civile (ONG, universités, organisations syndicales professionnelles, secteur privé) et un représentant du PNUD. Si possible, il comprendra des représentants des niveaux régional et/ou local. Le COPIL devra être rapidement opérationnel, au plus tard, un mois après le démarrage du projet.

Le comité de pilotage devra se réunir au moins deux (2) fois par an pour prendre les décisions relatives à la gestion du projet. Sur proposition du PNUD ou du Directeur National du Projet, le Comité de Pilotage pourra se réunir en vue de traiter des sujets circonstanciels.

Une équipe pluridisciplinaire répartie en groupes et sous-groupes thématiques de travail (inventaire des GES et atténuation, vulnérabilité et adaptation, formation et sensibilisation) appuiera l'UGP dans l'exécution du projet. Chaque groupe de travail aura un chef de file qui sera membre du COPIL. Le projet fera appel à d'autres compétences internationales et nationales en fonction des besoins spécifiques.



Apport de la contrepartie nationale

Pour la mise en œuvre du Projet, le gouvernement Tunisien apportera une contribution de l'ordre de **124,000 US\$** qui sera versée au PNUD en **2014 et 2015 (voir Annexe 6)**. Le Secrétariat d'Etat pour le Développement Durable fera le nécessaire auprès du Ministère des Finances afin de garantir que la contribution soit versée dans les délais prévus.

Le PNUD percevra un montant de **6%** sur la contribution nationale à titre de frais de services généraux de gestion (GMS), conformément à sa politique de recouvrement des coûts. D'un autre côté, Le PNUD sur demande du DNP fournira des services, qui sont définis dans la lettre d'accord annexée à ce document de projet (**voir annexe 5**), sous forme de support à l'exécution nationale. De ce fait, il recouvrera ses coûts de service (DPC) relatifs à la mise en œuvre du projet en fonction de la liste universelle des prix communiquée par son siège (copie de la dernière version de la liste telle que communiquer par le siège du PNUD sera annexée au document de projet).

Afin de garantir un bon décaissement annuel, il est recommandé de faire une planification annuelle réaliste, accompagnée par un suivi rigoureux.

6. Cadre du suivi et de l'évaluation

Le projet fera l'objet d'un suivi continu et rigoureux, durant toutes ses phases d'exécution, conformément aux spécifications des projets d'activités habilitantes du FEM/PNUD telles que décrites ci-après :

Un programme détaillé des différentes revues de projet sera préparé par l'UGP, en concertation avec les différentes parties prenantes du projet et incorporé dans le rapport de l'atelier de lancement. Il comprendra notamment un calendrier des réunions du COPIL et les activités de suivi et d'évaluation qui seront menées.

Un atelier de lancement du projet sera organisé dans les deux mois qui suivront le début du projet et comprendra des représentants de la structure organisationnelle décrite précédemment, le PNUD, et si possible des conseillers politiques et techniques régionaux DU PNUD/GEF et l'ensemble des parties prenantes.

L'objectif de l'atelier est de développer l'appropriation du projet, de préparer le plan de travail de la première année et le budget détaillé ainsi que définir les activités de suivi et d'évaluation qui seront réalisées au cours de ces 12 mois.

Le rapport de lancement comprendra une description détaillée des rôles institutionnels, des responsabilités, des actions de coordination et des mécanismes de feedback des partenaires du projet. Le rapport devra contenir une section sur l'état d'avancement du projet à cette période et une mise à jour sur les facteurs externes éventuels pouvant affecter l'exécution du projet.

Après avoir été soumis au bureau du PNUD et à la coordination régionale du PNUD/GEF, le rapport sera transmis aux parties prenantes du projet. Ces dernières disposeront d'un mois pour donner leurs avis et commentaires.

Le suivi quotidien en matière d'avancement du projet relève de la responsabilité du CNP et du DNP, sur la base du plan de travail annuel, et des indicateurs correspondants. L'UGP informera le bureau du PNUD de tout retard ou difficultés rencontrées durant la mise en œuvre du projet, de manière à ce que l'appui ou les mesures correctrices nécessaires soient prises à temps et de façon adéquate.

Un suivi trimestriel ou plus fréquent si nécessaire, sera réalisé par le bureau du PNUD sous la forme de réunions avec l'UGP.

Semestriellement, des questionnaires relatifs à l'avancement du projet et aux blocages ainsi qu'aux besoins en assistance technique seront soumis. Les progrès seront enregistrés sur la plateforme améliorée du PNUD relative à la gestion axée sur les résultats. Des Rapports d'avancement du projet pourront être préparés à partir de l'Executive Snapshot et à partir des rapports ATLAS.

Annuellement, au 30 juin de chaque année, le rapport du PNUD/GEF, intitulé APR/PIR devra être préparé.

L'agence d'exécution fournira au Représentant Résident du PNUD des rapports financiers certifiés sur une base régulière, et un rapport d'audit annuel, conforme aux procédures définies dans le manuel de Programmation et de

Finances du PNUD et réalisé par le Commissaire aux Comptes attitré du ministère ou par un cabinet d'audit privé recruté par ce même ministère.

La fin du projet sera sanctionnée par un rapport final, à préparer durant le dernier trimestre du projet.

Audit

Les audits se feront conformément aux règlements et aux règles du PNUD en matière d'audit financier.

Savoir et gestion de connaissances

Les résultats du projet seront diffusés à l'intérieur et au-delà de la zone d'intervention du projet par le biais d'un certain nombre de réseaux et forums d'échange d'information. Le projet procédera à l'identification, à l'analyse et à l'échange des leçons apprises, qui pourraient profiter à la conception et à la mise en œuvre de futurs projets similaires. Leur identification et leur analyse constituent un processus permanent, et il est indispensable de les communiquer au moins une fois par an en tant qu'une des contributions essentielles du projet. Le PNUD/FEM fournira un format et aidera l'équipe du projet à classer, réunir toutes les informations disponibles et faire des rapports sur les enseignements tirés. Pour ce faire, il faudra allouer un certain pourcentage des ressources du projet à ces activités.

Exigences de communications et de visibilité

Les directives du PNUD relatives à l'image de marque – <http://intra.undp.org/coa/branding.shtml> ainsi que les directives spécifiques sur l'utilisation du logo du PNUD - <http://intra.undp.org/branding/useOfLogo.html> doivent être appliquées de manière stricte. Entre autres, ces directives expliquent quand et comment le logo du PNUD, ainsi que les logos des bailleurs des projets du PNUD, doivent être utilisés. Afin d'éviter toute ambiguïté, lorsque le logo doit être utilisé, celui-ci doit être placé à côté du logo du FEM. Vous trouverez le logo du FEM sur www.thegef.org/gef/GEF_logo et le logo du PNUD sur <http://intra.undp.org/coa/branding.shtml>.

Les directives du FEM en matière de communication et de visibilité www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.08_Branding_the_GEF%20final_0.pdf, (the "GEF Guidelines") doivent également être appliquées de manière stricte. Entre autres, les directives du FEM expliquent quand et comment le logo du FEM doit être utilisé sur les publications des projets, les véhicules, les fournitures et les autres équipements des projets. Elles décrivent également les autres règles promotionnelles du FEM concernant les communiqués de presse, les conférences de presse, les visites de la presse, les visites des autorités, les productions et les autres supports promotionnels.

Lorsque d'autres entités et partenaires du projet apportent leur soutien grâce à un cofinancement, leurs règles et directives relatives à l'image de marque doivent également être appliquées.

PLAN DE TRAVAIL DU SUIVI & EVALUATION

NATURE DE L'ACTIVITE	PARTIE RESPONSABLE	ECHÉANCIER
Atelier de lancement et rapport	<ul style="list-style-type: none">DNPBureau du PNUD, PNUD/FEM	Dans les trois mois qui suivront le début du projet
Mesure des moyens de vérification des résultats du projet.	<ul style="list-style-type: none">Conseiller technique régional UNDP GEF supervisera le choix des études à mener et institutions et délèguera les	Début, milieu et fin du projet (durant le cycle d'évaluation) et

	responsabilités aux membres de l'équipe concernés	annuellement si nécessaire.
Mesure des moyens de vérification de l'avancement du projet en termes de produits et de mise en oeuvre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Supervision du DNP ▪ UGP 	Annuellement avant l'ARR et la préparation du PTA
APR	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DNP et UGP ▪ Bureau du PNUD, Conseiller régional du PNUD/FEM ▪ UNDP EEG(Energy and Environment Group) 	Annuellement
Questionnaire du bureau régional du PNUD sur la TCN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DNP et UGP ▪ Bureau du PNUD 	Annuellement
Rapports d'avancement périodiques/ Le rapport trimestriel sur l'Atlas/RBM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DNP et UGP 	Trimestriellement (format du PNUD)
Rapport final du projet Report	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DNP et UGP ▪ Bureau du PNUD 	3 mois au moins avant la fin du projet
Audit	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bureau du PNUD ▪ DNP et UGP 	Annuellement et selon le seuil de dépenses effectuées et au moins une fois dans la vie du projet.

7. Analyse des risques :

Voir tableau de l'analyse des risques ci-dessous :

Risques identifiés	Date d'identification	Type	Probabilité et impact	Description	Responsable de mise à jour	Situation
Faible appropriation par les parties prenantes	Octobre 2012	Tech	Bas	Risque si processus de concertation et participatif non respecté et si chaque institution n'est pas chef de file des activités qui la concernent	Equipe du projet	
Coordination nationale insuffisante	Octobre 2012	Tech	Moyen	Risque si comité de pilotage non fonctionnel et rapports biennaux non réalisés conformément à la décision de la COP 17	Equipe du projet	
Insuffisance du cadre institutionnel	Octobre 2012	Pol	Elevé	Risque si l'architecture institutionnelle n'est pas améliorée rapidement	Equipe du projet	Une étude est en cours sur l'analyse du cadre institutionnel relatif à la gouvernance CC
Instabilité politique	Octobre 2012	opérationnel	Moyen	Si prochaines élections présidentielles et législatives tardent	Equipe du projet	Un nouveau gouvernement consensuel a été mis en place en Janvier 2014

8. Contexte légal

Le présent document fait par référence partie intégrante de l'Accord de base type en matière d'assistance (SBAA) signé entre le Gouvernement Tunisien et le Programme des Nations Unies pour le Développement en date du 25 Avril 1987, de même que toutes les clauses du CPAP s'appliquent à ce document. L'agence d'exécution du pays hôte doit, faisant objet du SBAA, faire référence à l'agence gouvernementale de coopération décrite dans cet accord.

Le PNUD agit, dans le cadre de ce projet, comme agence de mise en œuvre du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et tous les droits et privilèges appartenant au PNUD comme le mentionne le SBAA doit être étendu mutatis mutandis au FEM.

ANNEXE 1: COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE D'AUTO-EVALUATION

08/07/14

**PREPARATION DU DOCUMENT DE PROJET DE LA TROISIEME COMMUNICATION NATIONALE
SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
ATELIER DE CONCERTATION AVEC LES PARTIES PRENANTES
26 DECEMBRE 2011
RAPPORT DE L'EXERCICE D'AUTO-EVALUATION**

I. Approche méthodologique

Dans le cadre du lancement du processus participatif de préparation de la TCN, un atelier de concertation a été organisé le 26 décembre 2011 par le Ministère de l'Environnement et le PNUD .Cet atelier a regroupé les différentes parties prenantes du secteur public et de la société civile (voir liste des participants jointe au présent rapport). S'inscrivant dans le cadre d'un exercice d'auto-évaluation selon les directives de la CCNUCC, l'atelier constitue une étape importante du processus. Il vise à rassembler l'ensemble des parties prenantes concernées pour les associer dès le démarrage du processus de préparation de la TCN, afin de tirer les enseignements des communications nationales précédentes et d'identifier les besoins et priorités de la TCN.

Les résultats attendus étaient les suivants:

- A la fin de l'atelier, tous les participants présents sont au même niveau d'information en ce qui concerne les dernières négociations relatives au CC (COP17 de Durban), et les engagements de la Tunisie en termes de communications nationales.
- Les enseignements liés aux précédentes communications nationales sont tirés.
- Les besoins et les priorités pour la TCN sont identifiés.
- Un Comité de pilotage du projet est proposé.
- Les arrangements organisationnels et de gestion du projet sont discutés.

L'atelier a fait suite à un certain nombre d'entretiens individuels menés par les consultants dans les mois qui ont précédé sa date d'organisation. Il a permis de recueillir les questions, attentes et propositions des participants présents. La matinée a été consacrée à des présentations en plénière et l'après-midi à des travaux de groupes sur la base de questionnaires d'orientation, préalablement préparés (voir programme en fin de rapport).

Les recommandations issues de la discussion des groupes et durant la plénière figurent ci-après.

II. Résultats des travaux

1. Insuffisances des processus des communications nationales précédentes:

- Insuffisance de concertation et de circulation de l'information entre les différents intervenants dans l'élaboration de la SCN.
- Non maîtrise des connaissances en matière de scénarios climatiques, et absence de recherche-développement y afférent.
- Non maîtrise de calcul des facteurs d'émissions spécifiques à la Tunisie, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des forêts.
- Absence de participation du secteur privé, des universités, des ONG, et des organisations locales à base communautaire dans le processus d'élaboration de la SCN.
- Faible sensibilisation des décideurs politiques.
- Concernant plus particulièrement la façon dont s'est déroulée l'élaboration de la SCN, certaines parties prenantes ont regretté l'absence du Comité National du CC pour en assurer le suivi, comme ce fut le cas lors de l'élaboration de la Communication Nationale Initiale.

2. Activités stratégiques en cours ou projetées :

- Stratégie nationale sur les CC en cours avec l'appui de la coopération allemande.
- Etude du coût de la dégradation socio-économique due au CC dans le secteur de l'agriculture (centre et sud de la Tunisie) avec l'appui de la Banque Mondiale.
- Plan climat Tunisie en matière d'atténuation à partir de 2012, avec l'appui de l'AFD.
- Stratégie Nationale pour l'adaptation du littoral Tunisien au changement climatique, avec l'appui du PNUD et du Gouvernement du Japon.
- Plan d'action MDP et une stratégie NAMA dans le secteur de l'Energie en cours avec l'appui du PNUD et de la principauté de Monaco.

3. Questions à résoudre :

- Ancrage institutionnel des questions liées au CC.
- Participation des niveaux régional et local au processus de préparation de la CN.
- Association de toutes les parties concernées à toutes les étapes du processus.
- Répartition des consommations en produits pétroliers des différents secteurs du bilan énergétique qui sont différentes de celles de l'inventaire et engendrent des résultats différents.
- Conception d'un cadre robuste pour la MRV (mesure, reporting et vérification) des émissions de GES (COP17).
- Elaboration des lignes directrices et d'un calendrier pour les rapports biannuels (COP17).

4. Priorités et activités à développer dans le cadre de la TCN

4.1. En matière d'inventaires nationaux et d'atténuation (Résultats des concertations du groupe Inventaire/Atténuation) :

- Un *Groupe Inventaire des émissions des secteurs de l'énergie et des procédés industriels* a été établi. Ce groupe est piloté par l'ANME et comprend des membres des principales organismes et entreprises concernés, à l'instar de la direction générale de l'énergie, la STEG, l'ETAP, la SNCFT, la SERGZ, BG.
- Dans le cadre des travaux de ce groupe, des inventaires du secteur de l'énergie ont été élaborés pour la période 1980-2009. Egalement, des inventaires du secteur des procédés industriels ont été élaborés pour la période 2000-2009. En outre, les inventaires pour l'année 2010 pour ces deux secteurs sont en cours d'élaboration.
- Etant donné que la source majeure des émissions de HFC, PFC, SF6 et des solvants est le secteur des procédés industriels, les participants ont proposé de confier l'activité inventaire de ces émissions au Groupe inventaire des émissions des secteurs de l'énergie et des procédés industriels.
- Concernant les secteurs agriculture, forêts et autres utilisations des sols, les seuls inventaires élaborés relèvent des années 1994 et 2000 (réalisés dans le cadre de la préparation des 1^e et 2^e communications nationales).
- Concernant le secteur des déchets (solides et liquides), il a été également rappelé que les seuls inventaires réalisés relèvent des années 1994 et 2000.
- Les participants ont mis en exergue l'importance de profiter de l'expérience de l'ANME dans l'établissement des inventaires de gaz à effet de serre et de s'en inspirer largement. A ce titre, il a été suggéré de mettre en place ce qui suit :
 - Un groupe inventaire/atténuation des gaz à effet de serre. Ce groupe comprendra, entre-autres, un représentant de chaque sous-groupe inventaire/atténuation identifié et ci-après mentionné.
 - Le sous-groupe énergie/procédés industriels (déjà établi), et auquel il a été suggéré d'ajouter l'activité identification des options d'atténuation, un sous-groupe inventaire/atténuation agriculture, forêts et autres utilisations des sols (regroupant les institutions concernées et coordonné par un représentant du ministère de l'agriculture), un sous-groupe

inventaire/atténuation gestion des déchets solides et liquides (regroupant l'ONAS, l'ANGed, le CITET, l'ANPE et coordonné par un représentant du ministère de l'environnement).

- Il a été suggéré d'intégrer dans le groupe inventaire/atténuation et dans chacun des sous-groupes précités un chercheur/universitaire spécialiste dans chaque domaine concerné. Cette implication permettra, d'une part, une meilleure analyse scientifique des inventaires et de créer des capacités nationales, aux niveaux des institutions universitaires et de recherche, capables, à terme, de contribuer à l'amélioration de ces inventaires, en ayant recours aux *Tier2* voire le *Tier3* de la méthodologie d'inventaire du GIEC, par le développement de facteurs d'émissions et/ou de méthodes nationales.
- Concernant l'utilisation du *Tier2* ou le *Tier3* de la méthodologie du GIEC, les participants ont proposé de s'inspirer de l'expérience de l'ANME dans ce domaine. A ce titre, une action pilote dans le secteur des déchets liquides (émissions dues aux stations d'épuration de l'ONAS) peut être entreprise pour élaborer des facteurs d'émissions (*Tier2*) qui reflètent au mieux les conditions nationales. Toutefois, étant donné qu'une telle action nécessiterait un temps qui risque de dépasser le cadre temporel alloué à l'établissement de l'inventaire, il a été suggéré de la considérer comme une action complémentaire et de veiller, en premier lieu, à l'utilisation de l'approche dite de *Tier1*.
- Concernant l'année de base (référence) pour l'inventaire à élaborer dans le cadre de la TCN, les participants ont suggéré de considérer l'année 2012.
- Les représentants des secteurs de l'agriculture/forêts et de gestion des déchets (solides et liquides) ont rappelé que les données de base nécessaires à l'établissement des inventaires dans ces secteurs sont disponibles. Toutefois, il est nécessaire de lancer un processus de renforcement des capacités pour répondre aux besoins spécifiques suivants :
 - identification des données de base nécessaires à l'établissement d'un inventaire des GES dans les secteurs susmentionnés, de leurs détenteurs, et d'un processus optimal et durable pour la collecte et la mise à jour périodique de ces données;
 - formation sur la méthodologie de l'IPCC pour l'établissement des inventaires ;
 - formation sur le processus d'évaluation des incertitudes ;
 - élaboration des niveaux d'émissions de référence nécessaires pour l'établissement des *Mesures Nationales Appropriées d'Atténuation* (NAMAs) dans ces secteurs.
 - formation sur les actions d'atténuation des émissions de GES, qui pourraient être envisagées dans le cadre de la conception et de mise en œuvre de NAMAs dans ces secteurs ;
 - formation sur la mise en place d'un système de mesure, de reporting et de vérification des inventaires et des quantités d'émissions évitées, réduites ou séquestrées grâce aux actions d'atténuation dans ces secteurs.
- Concernant les actions d'atténuation, les participants ont mis en exergue ce qui suit :
 - un portefeuille de projets de Mécanisme de Développement Propre (MDP) dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels a été élaboré par l'ANME. Nombre de ces projets sont en cours de conception et/ou de mise en œuvre.
 - un portefeuille de projets MDP dans les secteurs des déchets, de l'agriculture et des forêts a été élaboré par le ministère chargé de l'environnement. Toutefois, deux projets seulement sont en cours de mise en œuvre (par l'ANGed). Il s'agit des projets de récupération et du brûlage du méthane dans dix décharges contrôlées de déchets ménagers.
 - un programme important de réduction des émissions de GES dans plusieurs stations d'épuration des eaux usées (en particulier la récupération du biogaz pour la production d'électricité) a été initié par l'ONAS, avec l'appui de la Banque Mondiale. Ce programme sera valorisé dans le cadre du MDP.
 - une étude complémentaire devra être menée pour explorer davantage les actions d'atténuation dans les domaines relevant de l'utilisation des sols et de l'agriculture (y compris l'élevage), des forêts, et des déchets. Ces actions sont à concevoir sous la forme de NAMAs sectorielles, en

identifiant les besoins en appui international nécessaire à leur mise en œuvre : financement, transfert et développement de technologies, et renforcement de capacités.

- Concernant l'ancrage institutionnel, il a été proposé de mettre en place un comité permanent chargé de l'élaboration des communications nationales sur les changements climatiques et des « rapports biannuels » (nouvelle obligation émanant du processus de négociations internationales sur les changements climatiques). Le groupe inventaire/atténuation est à placer sous la supervision de ce comité. Le comité, qui aura pour mission essentielle, durant les deux premières années de sa création, de piloter la mise en œuvre du projet de préparation de la TCN, bénéficiera des opportunités de renforcement des capacités offertes dans le cadre de ce projet afin d'évoluer, après cette période, vers le comité permanent susmentionné.

Toutefois, une réflexion (étude) plus approfondie devra être menée pour se concerter sur les attributions du comité et ses relations avec les autres comités et commissions nationales traitant des questions relatives aux changements climatiques (Stratégie nationale sur les changements climatiques, Autorité Nationale Désignée pour le MDP, Commissions sectorielles pour la vente des réductions certifiées des émissions de GES dans le cadre du MDP).

- Les participants ont mis l'accent sur l'importance du rôle des institutions universitaires et de recherche dans l'identification et l'analyse environnementale et technico-économique des options d'atténuation des émissions de GES dans tous les secteurs concernés. Dans ce cadre, une étude devra être menée pour identifier les besoins du secteur de la recherche en Tunisie (en particulier en termes de renforcement des capacités) pour s'acquitter au mieux de ce rôle.

4.2. En matière de vulnérabilité et d'adaptation (Résultats des concertations du groupe Vulnérabilité/Adaptation) :

- Inventaire de toutes les études sectorielles réalisées et analyse de leurs faiblesses
- Elaboration d'un plan national d'adaptation comprenant des plans d'action pour les ressources en eau, l'agriculture, les écosystèmes, le littoral, la santé et le tourisme.
- Identification des lacunes en matière de connaissances ainsi que les risques et seuils de vulnérabilité au niveau des différentes régions.
- Etude de mise en place de réseaux de surveillance et d'un système d'alerte précoce face à la survenue d'extrêmes climatiques (sécheresses, inondations).
- Etude d'intégration des stratégies d'adaptation dans le développement et liens avec la promotion de l'emploi et la décentralisation.
- Développer une méthodologie et élaboration de requêtes de financement pour des projets prioritaires.
- Mise en place d'une base de connaissances sur le climat, la vulnérabilité et l'adaptation pour permettre d'avoir un suivi précis et régulier de l'évolution du climat.
- Renforcement des capacités de l'INM en matière de projections climatiques.
- Appui aux ONG nationales pour la sensibilisation des décideurs et du public aux questions en relation avec les CC.
- Appui aux ONG pour la formation de praticiens au plan local.
- Renforcement des capacités sur les méthodologies relatives à l'évaluation de la vulnérabilité et sur les programmes d'adaptation, ainsi que sur la modélisation climatique.

5. Institutionnalisation et autres :

- Formaliser la création du COPIL comprenant les participants à l'atelier + représentants du secteur de la Recherche, secteur privé, organisations professionnelles, ONG.
- Le COPIL doit inclure les membres des sous-comités techniques ; un membre du CIEDE, des représentants de la société civile (ONG et secteur privé) et la R&D.

- L'association 2C2D a exprimé le souhait de faire partie du COPIL.
- Entamer une réflexion sur l'ancrage institutionnel du CC et voir la possibilité d'inclure des représentants régionaux dans cette réflexion, a-t-on besoin d'une structure indépendante chargée des questions du CC ? l'étude sur la gouvernance CC en Tunisie est-elle toujours d'actualité ?
- Elaborer une liste d'experts et de bureaux d'étude spécialisés dans les différentes thématiques de la CN.
- Mettre en place une structure de coordination pour la CN.
- Réflexion à mener sur les besoins en renforcement des capacités nationales pour un accès direct aux financements disponibles en matière de CC.
- Etudier et mettre en valeur le rôle des ONG dans la sensibilisation au niveau local.
- L'unité de gestion du projet doit comprendre un coordonnateur national (termes de référence à définir) et 3 experts ou bureaux d'étude chargés d'appuyer les groupes de travail (Inventaire, atténuation et adaptation). Veiller à inclure des représentants régionaux au niveau des groupes de travail.

**ATELIER DE TRAVAIL SUR LE PROCESSUS DE PREPARATION DE LA
TROISIEME COMMUNICATION NATIONALE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

**26 DÉCEMBRE 2011
HOTEL GOLDEN TULIP GAMMARTH**

Résultats attendus :

- INFORMER LES PARTIES PRENANTES SUR LES ENJEUX (OPPORTUNITES/DEFIS) DES NEGOCIATIONS SUR LES CC
- CONVENIR DU PROCESSUS DE PREPARATION DE LA TCN (ROLE DES PARTENAIRES PRENANTES)
- DEFINIR BESOIN DES PARTIES PRENANTES EN MATIERE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES

PROGRAMME	
9h00-9h45	Ouverture de l'atelier
9h45 –10h	Objectifs de l'Atelier <i>Mme Jihene Touil - PNUD Tunisie</i>
10h15-10h30	Evolution des négociations sur le CC : Enjeux et opportunités pour la Tunisie <i>Point focal CC – Mr. Imed Fadhel</i>
10h30-10h45	Présentation du rôle/initiatives des ONG pour la lutte contre le changement climatique en Tunisie <i>Mr Boubaker Houmen, représentant de RANDET</i>
10h45-11h00	Expérience de l'ANME dans le processus de la communication nationale: Cas du groupe de travail sur l'inventaire des émissions GES dans l'énergie <i>Mr Nejib Osman - ANME</i>
11h00-11h30	PAUSE CAFÉ
11h30-12h00	Guidelines et processus de développement d'une Communication Nationale (CN) Première analyse des besoins des partenaires en matière de changement climatique <i>Mme Nadia Bechraoui & Mr. Hamadi Trabelsi</i>
12h00-13h00	Discussion et présentation des travaux de groupe pour l'après midi
13h – 14h30	DÉJEUNER
14h30-15h30	Travaux de groupe : 1- <i>Atténuation – Inventaire GES : Energie et procédés industriels ; Agriculture ; Déchets</i> 2- <i>Vulnérabilité et Adaptation au CC</i> Objectif : Définir et prioriser les besoins de renforcement des capacités dans le cadre de la CN <i>Modérateurs : Mme Nadia Bechraoui, Mr Hamadi Trabelsi, Mr Sadok El Amri et Mme Jihene Touil</i>
15h30-16h00	PAUSE CAFÉ
16h00-16h30	Retour à la plénière et présentation des résultats de travaux de groupe
16h30-17h00	Discussion, étapes suivantes et recommandations de l'atelier

LISTE DES PARTICIPANTS

NOM/PRÉNOM	FONCTION	ORGANISME	TÉL	EMAIL
Colonel Aouni Lamine	Sous-Directeur	CNCT, ministère de la Défense	98 345 935	aminaouni@yahoo.fr
Attia Rafla	Sous-Directeur	DGACTA, Ministère de l'Agriculture	71 718 901	attiaafla@yahoo.fr
Ayed Mourad	Chef division	STEG , Ministère de l'Industrie	98 95 36 52	mayed@steg.com.tn
Bejaoui Leïla	Chef service	ANME	22 53 29 38	leilabejaoui@anme.nat.tn
Ben Aïssa Nouredine	Chef Département Central	ONAS	98 54 74 85	noureddinebenaissa14@gmail.com
Ben Rached Soumya	Chef de service	INM, ministère du Transport	71 773 400	soumya@meteo.tn
Gamaoun Héra	Ingénieur principal	CITET, ministère de l'Environnement	25 26 05 03	rd.h@citset.nat.tn
Gueddana Asma		DGPE, ministère du Transport	97 60 82 07	guaddanaasma@yahoo.fr
Hamdi Nabil	Ingénieur en chef	DGDD, ministère de l'Environnement	98 51 36 40	hamdienvironnement@yahoo.com
Helmi Amna	Sous-directeur	DHMPE (MJP),	71 576 115	helmamna@yahoo.fr
Herzi Ahmed	Chef de service	CITET, ministère de l'Environnement	20 57 31 90	ae.ah@citset.nat.tn
Houman Boubaker		Membre formateur RANDET	98 22 07 92	houmanbob@yahoo.fr
Khalfoun Najla	Ingénieur principal	DGRE, ministère de l'Agriculture	22 41 68 82	najla.khalfoun@yahoo.fr
Labbene Yadh		Association 2C2D	97 40 96 59	yadh.labbene@gmail.com
Mtimet Amor		Association tunisienne du sol	98 38 39 95	dar.mtimet@planet.tn
Mezghani Sahla		Association 2C2D	98 55 76 71	mezghanisahla@yahoo.fr
Osman Nejib	Directeur des Etudes et de la planification	ANME	71 906 900	osman.nejib@anme.nat.tn
Shili Hédi	Chef de service	DGEQV, ministère de l'Environnement	97 24 25 19	eng_envi0507@yahoo.fr
Zmerli Mohamed	Chef de service	DGEQV, ministère de l'Environnement	70 728 644	zmerli_mohamed@yahoo.com
Fadhel Imed		Directeur DGEQV	20 72 85 12	fadhel_imed@yahoo.fr
El Amri Sadok	Chargé de programme Environnement	PNUD	71 904 011	sadok.el-amri@undp.org
Jihene Touil	Associée au programme		71 904 011	jihene.touil@undp.org

	Environnement et Energie		
Nadia Bechraoui	Consultante	24 50 08 41	nadia.bechraoui@hotmail.fr
Hamadi Trabelsi	Consultant	98 36 56 05	hamadi.trabelsi@planet.tn

ANNEXE 2 : LISTE DES ENTRETIENS

Il est à noter que les entretiens ont été effectués en 2010, de ce fait nous avons gardé les noms des Ministères et leurs directions respectives telles qu'au moment des entretiens.

Etablissement	Direction	Personne contactée
Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques	Direction Générale des Ressources en Eau	Mr. Frigui
	Direction Générale des Etudes et du Développement Agricole	Mr. El Euch
	Direction Générale de la Production Agricole	Mme Nafti DG, et Mlle Sahla Mezghanni
	Direction Générale du Génie Rural..et de l'Exploitation des Eaux .	Mme Raqia Al Atiri
Ministère de l'Environnement et du développement Durable	Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie	Mr. Imed Fadhel
Ministère de l'Industrie, et de la Technologie	Agence Nationale de Maîtrise de l'Energie	Mr. Nejib Osman
Ministère du Développement et de la Coopération Internationale	Direction Générale de la Coopération Internationale	Mr. Moncef Miled
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Direction Générale de la Recherche Scientifique	
Ministère de la Défense Nationale	Centre National de la Télédétection	Un rendez-vous a été fixé pour la deuxième semaine de janvier mais étant donné la révolution ce rendez-vous n'a pas eu lieu,. Il en est de même du Centre National de Télédétection. en raison des troubles qu'a connus le pays et la mobilisation de tous les militaires.
Ministère de la Santé	Direction de l'Hygiène du Milieu et de la Protection de l'Environnement (DHMPE),	Mr. Nadhif
Ministère de l'Intérieur et du Développement Local	l'Office Nationale de la Protection Civile	Un rendez-vous a été fixé pour la deuxième semaine de janvier mais étant donné la révolution ce rendez-vous n'a pas eu lieu,. Il en est de même du Centre National de Télédétection. en raison des troubles qu'a connus le pays et la mobilisation de tous les militaires
Ministère du Tourisme	l'Office nationale du Tourisme Tunisien	
L'Observatoire du Sahara et du Sahel	N/A	Mr. Briki
L'Institut National de la Météorologie	N/A	DG et cadres de l'INM

ONG	Changement Climatique et Développement Durable	MR Yadh Labbene
------------	---	-----------------

Annexe 3: Composantes techniques du document de la Troisième Communication Nationale

1. Description des composantes et des activités

Le présent projet d'activités habilitantes, prévu pour une durée de trois ans, a pour objet d'aider la Tunisie à formuler sa Troisième Communication Nationale (TCN) sur le changement climatique, qui devrait être soumise à la Conférence Des Parties (COP). Dans le cadre de ses obligations vis-à-vis de la CCNUCC, la Tunisie, comme l'ensemble des parties à cette convention, doit établir périodiquement une communication nationale suivant un plan défini par la COP. Ce document informe des dispositions nationales ayant un rapport avec le changement climatique. Il doit par ailleurs, aider la Tunisie à remplir ses engagements et à favoriser la communication d'informations, afin qu'il soit possible d'examiner et d'évaluer de façon approfondie l'application des engagements pris dans le cadre de la convention.

Outre l'élaboration du rapport de la TCN, le projet mettra en œuvre des activités visant à préparer ou à améliorer la qualité des inventaires des émissions de GES, des études d'atténuation, de vulnérabilité et d'adaptation, de garantir une meilleure participation des parties prenantes dans le processus d'élaboration de la CN. Il vise également la formation et la sensibilisation sur le changement climatique et plus généralement le renforcement des capacités institutionnelles et humaines sur les questions liées au changement climatique en Tunisie ainsi que le développement du dialogue et des échanges d'informations et la coopération entre toutes les parties prenantes (institutions gouvernementales et celles de la société civile, université et secteur privé)

La communication nationale ne doit pas être seulement un engagement vis-à-vis de la CCNUCC mais elle doit constituer une occasion pour sensibiliser le maximum de personnes et notamment les décideurs pour une meilleure prise en compte du changement climatique dans les diverses activités économiques, particulièrement dans les plans de développement du pays.

L'élaboration de la TCN s'appuiera sur les enseignements tirés et les insuffisances constatées lors de la préparation de la SCN, notamment en matière de concertation et de participation. Un processus participatif sera mis en place afin d'associer les différentes parties prenantes à toutes les étapes, depuis la préparation du document de projet jusqu'à la soumission de la TCN au secrétariat de la CCNUCC. La TCN rendra compte des progrès réalisés en matière d'inventaires des émissions de gaz à effet de serre dans les différents secteurs retenus (poursuite et amélioration des approches utilisées pour les inventaires dans l'énergie et les procédés industriels, relance des travaux dans les autres secteurs) et appuiera également l'exercice d'analyse des stratégies et programmes d'atténuation des émissions ou de renforcement des puits d'absorption de carbone et certaines recommandations émanant des COP (rapport biennal, NAMAs, MRV, etc.). Elle permettra de faire un état des lieux de la vulnérabilité de la Tunisie et identifiera notamment les priorités à adresser, notamment au niveau régional et de quelques sous-secteurs, face aux impacts du CC, et par rapport à des problématiques jugées prioritaires telles l'emploi.

Le document de la TCN comprendra les huit chapitres suivants:

1. Circonstances nationales
2. Inventaire national des émissions de gaz à effet de serre pour l'année de référence 2012
3. Mesures d'atténuation et les politiques
4. Projection des émissions de GES et absorption par les puits de carbone, à l'horizon 2020 et 2030

08/07/14

5. Vulnérabilité et adaptation
6. Appui financier et technique, et transfert de technologies
7. Observation systématique et Recherche
8. Education, Formation et Sensibilisation du public

Chacun des huit chapitres sera constitué d'informations spécifiques tel que décrit ci-après :

Chapitre 1. Circonstances nationales

Ce chapitre décrira, de la manière la plus pertinente et la plus complète possible, les principales caractéristiques du contexte national tunisien qui permettront de saisir l'enjeu de la question du changement climatique pour le pays et d'appréhender le lien entre les priorités nationales de développement et ce même changement climatique. L'accent sera mis sur les principaux paramètres et facteurs de développement pouvant influencer ou être influencés par le changement climatique.

Ce chapitre comportera une actualisation des données relatives aux indicateurs sociaux et macro-économiques. Il s'agira notamment d'intégrer les éléments suivants :

- actualisation de toutes les informations pertinentes figurant dans le chapitre « Circonstances Nationales » de la SCN ;
- description et analyse des interactions entre le CC et les thèmes abordés (évolution du climat, secteurs, écosystèmes, économie, etc.)

Les informations fournies sur les conditions propres au pays présenteront en détail les priorités de développement, les objectifs et les circonstances au niveau national, sur la base desquels les questions relatives au changement climatique vont être prises en considération. Ces informations sur les conditions propres au pays sont vitales pour comprendre sa vulnérabilité, les capacités et les options dont il dispose pour s'adapter aux effets néfastes du changement climatique, mais aussi les choix politiques de développement pour lesquels il a optés et qui ont un impact sur ses émissions de GES.

Cette partie de la communication nationale pourrait contenir des informations sur:

- la structure du gouvernement tunisien, notamment à la situation politique exceptionnelle qu'a connue le pays depuis le 14 janvier 2011.
- les caractéristiques relatives au climat, aux forêts, à l'utilisation des sols et autres caractéristiques environnementales.
- la dynamique de la population : taux de croissance, répartition, densité et autres statistiques démographiques
- le profil économique et industriel du pays, y compris l'énergie, les transports, l'industrie, les mines, le tourisme, l'agriculture, la pêche, les déchets, la santé et le secteur des services
- les secteurs ou les activités qui produisent des émissions de gaz à effet de serre: énergie, transport, déchets, agriculture, forêts, ressources en eau, etc.
- l'éducation, y compris les institutions de recherche scientifique et technique
- le cadre institutionnel en place

Une description et une analyse des dispositions institutionnelles prises ou à prendre en ce qui concerne le processus de préparation des communications nationales, de manière permanente pourrait comprendre les éléments d'information suivants:

- répartition des responsabilités au sein des départements gouvernementaux, universités, institutions de recherche, société civile, etc.
- comités nationaux sur le changement climatique ou toute autre structure de coordination (mise en place, financement, conditions d'appartenance)
- implication et participation d'autres acteurs
- groupes ou équipes techniques/d'experts (sur les inventaires de GES, l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation, l'atténuation, etc.)

Chapitre 2. Inventaire des émissions de gaz à effet de serre,

Conformément aux paragraphes 1(a) des articles 4 et 12 de la CCNUCC, la communication nationale devra comprendre un inventaire national des émissions par les sources et des absorptions par les puits de tous les GES non réglementés par le Protocole de Montréal. L'inventaire national des gaz à effet de serre constitue un élément clé de la communication nationale. Cette partie de la communication nationale devra présenter des informations sur la manière dont le travail d'inventaire a été organisé et mené à bien. Les étapes à partir desquelles le travail d'inventaire a démarré devront également être décrites.

L'établissement des inventaires des GES est un processus continu, effectué sur une base régulière, et qui comprend les opérations de collecte, de compilation, de traitement et d'archivage des données de base ainsi que des résultats.

Cette activité démarrée lors de la préparation de la Communication Nationale Initiale au milieu des années 90, a été affinée et améliorée au sein de l'ANME, grâce à la mise en place d'une équipe multisectorielle, opérationnelle et motivée, chargée de préparer ces inventaires, sur une base régulière.

La création d'un cadre institutionnel, doté d'une assise légale forte, pour la collecte, le traitement et l'archivage des données, ainsi que la sensibilisation et la formation des principaux intervenants dans la préparation de l'inventaire sont des initiatives nécessaires et déterminantes pour le succès des opérations d'inventaire.

En parallèle, il est indispensable de renforcer les capacités des équipes sur tous les aspects méthodologiques, par une formation adéquate sur les méthodologies de l'IPCC, version révisée 1996, les "recommandations de l'IPCC en matière de bonnes pratiques" et la gestion des incertitudes dans le calcul des émissions. En outre, il sera nécessaire de recourir aux "recommandations de l'IPCC en matière de bonnes pratiques pour l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie". De même, il sera nécessaire de lancer un programme permanent de recyclage des équipes chargées des inventaires (formations sur les logiciels d'inventaire, participation à des ateliers sur les développements méthodologiques de l'inventaire, stages, etc.).

La communication nationale comprendra les tableaux sectoriels de l'inventaire national et les feuilles de calcul de l'IPCC, à la fois sous forme électronique et sur papier. Devront également y figurer les marges d'incertitude que comportent les données d'inventaire et les hypothèses qui les sous-tendent ainsi qu'une description des méthodes utilisées éventuellement, pour les estimer.

Cette partie de la CN est constituée d'informations sur les points suivants:

- un résumé de l'inventaire national pour les sources de production et les émissions des six principaux GES

- la coordination mise en place pour:
 - la qualité et les procédures de vérification et de la méthodologie des procédures de suivi
 - la mise à jour périodique des informations
 - la formation des ressources humaines dans la préparation d'inventaires
 - l'estimation des émissions et / ou des mesures
 - les facteurs d'émissions utilisés dans le calcul
 - l'estimation de l'incertitude
 - l'élaboration et la publication de l'inventaire national

Chapitre 3. Politiques et mesures d'atténuation,

Conformément aux alinéas b et c du paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention, chaque partie communique à la COP des informations décrivant de façon générale les mesures qu'elle a prises ou qu'elle envisage de prendre en vue d'élaborer, d'appliquer, de publier et de mettre à jour régulièrement des programmes nationaux et, selon le cas, régionaux, comportant des mesures visant à atténuer le changement climatique, par une action sur les émissions anthropiques par les sources et sur l'absorption par les puits de tous les GES non réglementés par le Protocole de Montréal, et toute autre information qu'elle juge utile pour atteindre l'objectif de la Convention et propre à figurer dans sa communication.

Cette partie de la CN est constituée d'informations sur les points suivants:

- politiques et mesures d'atténuation selon la source de production
- évaluation de l'effet des mesures macro-économiques
- résultats du réexamen des scénarios et hypothèses permettant de quantifier le potentiel d'atténuation et de capture du carbone dans les secteurs autres que celui de l'énergie
- activités d'atténuation mises en œuvre ou opportunités identifiées dans certains secteurs non encore couverts .

Des détails devront également être fournis en ce qui concerne la ou les projection(s) du ou des scénario(s) d'atténuation utilisé(s) pour simuler un futur ayant l'atténuation du changement climatique comme priorité. Cette section pourrait comporter les informations suivantes:

- identification des options d'atténuation relatives aux plus importantes sources et puits dans le futur
- examen attentif des options d'atténuation
- évaluation des potentiels d'atténuation et des coûts induits.

L'évaluation de l'atténuation devra comporter des informations relatives aux obstacles et opportunités liés à sa mise en œuvre. Il pourrait être utile d'indiquer/identifier les principales exigences en matière de mise en œuvre, comme:

- le soutien financier.
- l'évaluation des choix technologiques pour les différentes options d'atténuation dans divers secteurs.
- le développement des capacités institutionnelles pour soutenir les efforts d'atténuation
- les politiques de réglementation et améliorations du cadre de décision national.

Par ailleurs, la partie relative à l'atténuation mettra l'accent sur les diverses mesures (techniques, économiques, juridiques, administratives, fiscales, financières, etc.) prises ou envisagées pour accompagner la mise en œuvre des politiques et mesures d'atténuation. Les résultats de l'étude, une fois prêts, seront présentés dans le cadre d'un atelier de validation, incluant les principales parties prenantes (institutions gouvernementales, société civile, opérateurs économiques, etc.) qui seront également impliqués dans les différentes phases de cette étude et plus tard dans la mise en œuvre des mesures d'atténuation.

Ce chapitre rendra également compte des actions de sensibilisation, formation et appui menées en matière de NAMAs et MRV ainsi que sur le premier rapport biennuel à soumettre en décembre 2014 et ce, conformément aux décisions prises dans les COP.

Chapitre 4. Projection des émissions aux horizons 2020 et 2030

Le chapitre est constitué d'informations sur la :

- mise en place des lignes de base pour l'estimation
- projections et les scénarii aux horizons 2020 et 2030 selon la source de production
- analyse de sensibilité des scénarii

Chapitre 5. Vulnérabilité et adaptation ;

Cette section décrit les activités, mesures et programmes qui sont en cours de réalisation ou qui sont planifiés dans le pays en vue d'une meilleure appréhension de la vulnérabilité du pays et adaptation au changement climatique.

Elle traite des aspects suivants :

- l'importance de comprendre/évaluer la vulnérabilité et les impacts du changement climatique, ainsi que les adaptations pour y faire face
- les systèmes humains/secteurs/zones géographiques qui sont vulnérables
- les principales limites d'une évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation, qui peuvent être, par exemple, d'ordre méthodologique, technique, institutionnel et financier
- les effets des désastres potentiels liés au climat et les capacités de réponse dont dispose le pays
- la population, la sécurité alimentaire, et l'agriculture
- l'urbanisation, l'habitat et les ressources en eau
- le climat et la santé
- les problèmes environnementaux (tels l'érosion côtière, l'exploitation et la conservation des récifs coralliens, la déforestation, la gestion des déchets, etc.) et leurs liens avec le climat et les conditions socio-économiques
- les services financiers, assurances et services économiques associés (produits financiers) disponibles pour la gestion des risques climatiques

Chapitre 6. Appui financier et technique, et transfert de technologies,

Cette partie de la CN est constituée d'informations sur les mécanismes de financement, d'appui technique et de transfert de technologies.

La préparation de la communication nationale implique une multitude d'activités liées au changement climatique qui peuvent être soutenues par divers bailleurs.

Les informations sur les ressources financières et techniques pourraient inclure la description des contributions provenant:

- du pays y compris les apports “en nature”, les ressources en personnel et les coûts associés
- le FEM, au travers de l’une de ses agences d’exécution
- les parties visées à l’annexe II de la CCNUCC, par le biais soit de programmes bilatéraux, soit d’une institution multilatérale
- d’autres programmes et activités multilatéraux et bilatéraux

Dans le cadre de la prise en considération du changement climatique au niveau national, les informations suivantes devraient être fournies:

- dispositions prises pour intégrer le changement climatique dans les politiques sociales, économiques et environnementales opportunes
- activités liées au transfert de technologies
- information sur l’éducation, la formation et la sensibilisation du public
- information sur le développement des capacités
- efforts pour promouvoir le partage de l’information

Cette section pourrait comporter des informations sur la manière dont les considérations sur le changement climatique sont en cours d’incorporation dans les programmes de développement durable et les stratégies de réduction de la pauvreté. De telles informations pourraient être notamment relatives aux politiques sociales, économiques et environnementales destinées à minimiser les effets adverses du changement climatique sur l’économie, la santé publique et la qualité de l’environnement, mais aussi aux projets ou mesures visant à atténuer le changement climatique ou à s’y adapter.

Chapitre 7. L'observation systématique et la recherche.

Ce chapitre est constitué d'informations sur:

- L’observation, l’archivage des données climatiques
- Le processus de modernisation du réseau météorologique national pour les études sur la vulnérabilité actuelle et future.
- La modélisation du climat et l’étude de la variabilité naturelle du climat en Tunisie.
- Mise à jour de base de données pour la recherche sur le changement climatique menée dans le pays par les différentes institutions de recherche.
- La recherche en matière de changement climatique et les observations systématiques
- La recherche sur l’adaptation au changement climatique et l’atténuation de ce changement
- Identification des centres de recherche qui travaillent sur des sujets en relation avec le CC et les moyens de mieux les utiliser et renforcer pour améliorer l’élaboration des CN, surtout en ce qui concerne la modélisation climatique et le calcul des facteurs d’émission et des coefficients spécifiques à la Tunisie à appliquer dans l’inventaire des GES

Chapitre 8. Education, formation et sensibilisation du public

Ce chapitre est constitué d'informations sur:

08/07/14

- l'accès du public à l'information nationale sur le changement climatique
- La prise en compte de la participation du secteur privé, des universités et des organisations locales à base communautaire dans les activités relatives au CC
- Les activités de **formation, d'éducation et sensibilisation** sur la problématique du CC, de manière à promouvoir l'intégration des préoccupations liées au CC dans les préoccupations des Tunisiens, à tous les niveaux de décision du processus de développement et de la vie quotidienne
- Actions entreprises par la Tunisie en matière de **renforcement des capacités** dans tous les domaines liés au CC
- Actions entreprises par la Tunisie en matière **d'information et de développement des réseaux**. Ceci concernera les dimensions nationales, régionales et internationales des échanges d'information et d'intégration des réseaux traitant des différents aspects/thèmes relatifs au CC
- Actions entreprises par la Tunisie en vue d'une intégration cohérente des programmes liés aux trois conventions de Rio (Changement climatique, Diversité biologique et lutte contre la désertification), et du développement des synergies.

Présentation

Une fois la rédaction et la compilation des informations achevées, il conviendra de présenter un document unique contenant un résumé analytique. Le document devra être présenté à la fois sur papier et sous forme électronique.

Dans le but de rendre la communication nationale accessible au public, et pour en faciliter la diffusion, il est important de soumettre un résumé analytique en anglais, qui ne devra pas faire plus de 10 pages

Il y a lieu d'élaborer la stratégie de communication à mettre en œuvre : brochures, CD-Rom, émissions radio TV, articles, manifestations.

ANNEXE 4: TERMES DE REFERENCE DE L'ASSISTANT AU PROJET

Objectif :

L'assistant au projet du projet a pour mission principale d'assurer, sous la supervision du Directeur national de projet, un appui à la mise en œuvre du projet, dans les délais prescrits et selon les termes et modalités organisationnelles décrites dans le document de projet.

Il (elle) assurera la coordination et le suivi des activités du projet avec toutes les parties prenantes au projet.

Tâches (liste non exhaustive):

Sous la supervision directe du Directeur National du projet, l'assistant/e administratif et financier sera appelé/e à :

- Assurer le secrétariat du projet (Gestion du courrier, classement des dossiers, etc.),
- Assurer le suivi programmatique et financière des fonds du projet selon les procédures requises par le PNUD,
- Faciliter la coordination des activités du projet avec toutes les parties prenantes, tel que prévu par le projet ;
- Assurer la coordination des activités du projet selon une approche basée sur les résultats,
- Mettre en place un système de suivi des activités et produits du projet et assurer la collecte des données nécessaires au monitoring du projet ;
- Drafter et soumettre pour approbation et/ou finalisation du directeur national du projet les documents suivants :
 - o Le plan d'action annuel du projet;
 - o Le plan d'achat trimestriel du projet,
 - o Le plan de décaissement trimestriel du projet,
 - o Les rapports trimestriels d'avancement du projet, y inclut les états financiers ;
 - o Les rapports Financiers (sous format FACE) ;
 - o Le rapport annuel du projet ;
 - o Tout autre rapport/document particulier selon les nécessités exprimées par le directeur national du projet et/ou le PNUD ;
- Appuyer le directeur national du projet à la facilitation et la conduite du processus d'audit du projet selon la procédure PNUD ;
- Préparer les rapports trimestriels d'avancement du projet, y inclut les états financiers ainsi que les rapports annuels, le rapport final du projet et tout autre rapport particulier selon les nécessités exprimées par le directeur national du projet et/ou le PNUD ;
- Appuyer le directeur national du projet à la préparation des TdR(s) des bureaux d'études/consultants à recruter dans le cadre du projet et suivre rigoureusement les contrats engagés dans le cadre du projet ;
- Appuyer à l'organisation logistique des ateliers et séminaires en relation avec les activités du projet,
- Vérifier et passer le Combined Delivery Report (CDR – rapport financier officiel du PNUD) pour validation et signature du directeur national du projet ;
- Engager et faire le suivi des acquisitions inscrites dans le projet selon les principes de gestion du PNUD et la réglementation en vigueur ;

- Organiser et planifier les réunions du Comité de Pilotage "COPIL" et préparer les PV(s) des réunions du COPIL ou toute autre réunion dans le cadre du projet ;
- Assurer la préparation et la facilitation du processus de l'audit du projet selon les procédures du PNUD ;
- Appuyer le directeur national du projet à faciliter, orienter et suivre le travail des consultants, et à approuver les produits livrables en liaison avec le comité directeur du projet et les autres instances concernées.
- Organiser et aider à la réalisation des activités liées au projet, le cas échéant. Il pourra s'agir de la planification des réunions, des ateliers locaux et nationaux, des consultations, des visites sur le terrain et d'autres activités liées au projet.
- Toutes les autres tâches confiées par le directeur national du projet, le PNUD ou le COPIL qui concernent directement le projet.

Qualifications requises :

- Niveau: Licence et plus
- Domaines de compétence : Gestion de projets, finance, ou équivalent
- Compétences additionnelles environnement et/ou changement climatique sera un atout ;
- Expérience : au moins 1 ans dans le domaine de la gestion de projets (appui administratif et financier, reporting, planification...)
- Excellentes capacités organisationnelles et rédactionnelles (français, arabe, anglais)
- Expérience en matière d'organisation logistique (réunions, ateliers)
- Bonnes capacités et expérience en matière de coordination et travail en équipes,
- Connaissances du FEM et PNUD constituent un atout.

Annexe 5: Lettres d'approbation/endorsement

- Point focal opérationnel du FEM
- Point focal de la CCNUCC

Annexe 6 : Lettre D'accord Type entre le PNUD et le Gouvernement pour la Fourniture de Services d'Appui

- **Objet.** Le présent accord est utilisé lorsque le bureau de pays du PNUD fournit un appui pour la réalisation de programmes et projets dans le cadre de l'exécution nationale. Il a pour but d'assurer une protection juridique totale aux services d'appui fournis par le bureau de pays à l'exécution nationale. Étant donné que les services fournis actuellement par le PNUD n'étaient pas envisagés au moment de l'établissement de l'accord d'assistance type entre le gouvernement et le PNUD, le PNUD exige maintenant une protection sous forme de privilèges et immunités et de clauses qui le libèrent de toute responsabilité.
- **Signature.** Le présent accord est signé par une autorité gouvernementale ou un représentant officiel habilité à conférer une protection juridique totale au PNUD. (Il s'agit généralement du chef de l'État, du Premier ministre et/ou du Ministre des affaires étrangères).
- **Application de l'accord.** Le présent accord peut constituer :
 - (a) Un accord-cadre pour l'ensemble du pays bénéficiaire. Dans ce cas, la présente lettre d'accord est signée une fois pour toutes pour couvrir tous les services fournis dans le cadre de l'appui du PNUD.
 - (b) Un accord au cas par cas sous forme d'annexe au DAP ou descriptif de projet, projet par projet. Lorsque cette option est retenue, le DAP ou le descriptif de projet doit être signé, outre les autorités habituelles, par l'autorité habilitée à conférer des immunités et privilèges au PNUD (si elle est différente). Le texte de cette lettre d'accord est incorporé à la section II. G ('Aspects juridiques') du DAP et à la section I ('Contexte juridique') du descriptif de projet.
- **Dérogation.** En cas de réaménagement de la lettre d'accord type, il faut en informer le Bureau régional qui demandera l'approbation du Groupe d'appui opérationnel de la Division des politiques et procédures opérationnelles.
- **Dispositions applicables aux services d'appui en cours.** La lettre d'accord-cadre couvre tous les services d'appui passés, présents et futurs. Lorsque la lettre est à incorporer à un DAP ou descriptif de projet déjà approuvé, ses clauses doivent figurer dans la prochaine révision du budget, étant entendu que la révision doit être signée par l'autorité habilitée à conférer des privilèges et immunités au PNUD, outre sa signature par les autorités habituelles.
- **Responsabilité.** Le Représentant Résident du PNUD est chargé de veiller à ce que l'accord soit signé par l'autorité habilitée à conférer des immunités et privilèges au PNUD. Le Représentant résident doit vérifier que l'autorité agréée a été dûment autorisée à conférer des immunités et privilèges.
- **Procédures.** La lettre d'accord est établie par le bureau de pays du PNUD. Après sa signature par l'autorité habilitée à conférer des immunités et privilèges au PNUD, le gouvernement conserve un original et le bureau de pays du PNUD l'autre. Un exemplaire devrait être communiqué au siège du PNUD (Groupe d'appui opérationnel). Les agents d'exécution au titre de l'exécution nationale devraient également en recevoir un exemplaire.

Monsieur Le Ministre

1. J'ai l'honneur de me référer aux consultations qui ont eu lieu entre les représentants du gouvernement de [Tunisie] (ci-après désigné le « Gouvernement ») et les représentants du PNUD concernant la fourniture par le bureau de pays du PNUD d'un appui à des programmes ou projets au titre de l'exécution nationale. Le PNUD et le Gouvernement conviennent que le bureau de pays du PNUD fournisse les services décrits ci-dessous à la demande du Gouvernement par l'intermédiaire de son agent d'exécution désigné dans le document d'appui au programme ou le descriptif de projet approprié.

2. Le bureau de pays du PNUD fournit des services d'appui à l'exécution, notamment une assistance pour l'établissement des documents du projet et le paiement direct. En fournissant ces services d'appui, le bureau de pays doit veiller à renforcer la capacité de l'agent d'exécution afin de lui permettre d'entreprendre ces activités directement. Les frais engagés par le bureau de pays du PNUD dans la prestation des services d'appui sont imputés au budget d'administration du bureau.

08/07/14

3. En outre, le bureau de pays du PNUD peut fournir, à la demande de l'agent d'exécution, quelques services d'appui techniques et logistiques et surtout de l'expertise nationale et internationale.

4. Le bureau de pays du PNUD assure l'achat des biens et services et le recrutement du personnel affecté au programme ou projet conformément aux règlements, règles, politiques et procédures du PNUD. Les services d'appui décrits au paragraphe 3 ci-dessus doivent être détaillés à l'annexe au document d'appui au programme ou descriptif de projet, sous la forme figurant à l'appendice ci-joint. En cas de changement des conditions applicables aux services d'appui fournis par le bureau de pays pendant la durée du programme ou projet, l'annexe est révisée par accord mutuel entre le Représentant résident du PNUD et l'agent d'exécution.

5. Les dispositions pertinentes de [Accord de base type avec le Gouvernement Tunisien sur l'assistance du PNUD - 25 avril 1987], y compris les dispositions concernant les privilèges et immunités, sont applicables à la fourniture de ces services. Le Gouvernement conserve la responsabilité d'ensemble de l'exécution nationale des programmes ou projets par le biais de l'agent d'exécution qu'il aura désigné. La responsabilité du bureau de pays du PNUD se limite à fournir les services d'appui définis dans l'annexe au document d'appui au programme ou au descriptif de projet.

6. En cas de réclamations ou de litiges découlant de la fourniture des services d'appui par le bureau de pays du PNUD conformément à la présente lettre, les dispositions pertinentes de l'accord de base type s'appliquent.

7. Les modalités de recouvrement des coûts par le bureau de pays du PNUD en rapport avec la fourniture des services d'appui décrits au paragraphe 3 doivent être précisées dans le document d'appui au programme ou dans le descriptif de projet.

8. Le bureau de pays du PNUD présente des rapports d'activités sur les services d'appui fournis et rend compte des dépenses remboursées, selon que de besoin.

9. Les présents arrangements ne peuvent être modifiés que d'un commun accord entre les parties.

10. Si les dispositions qui précèdent rencontrent votre agrément, je vous saurais gré de bien vouloir signer et retourner à notre bureau deux exemplaires de la présente lettre. Après signature, la présente lettre constituera un accord entre votre Gouvernement et le PNUD quant aux conditions régissant la fourniture, par le bureau de pays du PNUD, de services d'appui à l'exécution nationale de programmes et projets.

Veuillez agréer, Madame, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre de l'Équipement
de l'Aménagement du Territoire
et du Développement Durable

Hédi LARBI

Pour le Gouvernement –

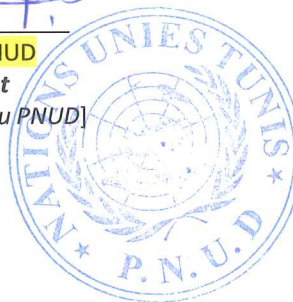
[SE M. Hédi LARBI Ministre de l'Équipement de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable
[date]

Signé au nom du PNUD

[M. Mounir Tabet

Représentant Résident du PNUD]

[date]



APPENDICE

ANNEXE TYPE AU DOCUMENT D'APPUI AU PROGRAMME OU DESCRIPTIF DE PROJET SUR L'APPUI DU BUREAU DE PAYS DU PNUD

ANNEXE SUR L'APPUI DU BUREAU DE PAYS DU PNUD

1. Je me réfère aux consultations qui ont eu lieu entre [*Le Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable*], l'agent d'exécution désigné par le Gouvernement de [*Tunisie*] et les représentants du PNUD concernant la fourniture, par le bureau de pays du PNUD, de services d'appui à l'exécution nationale du projet activité habilitante « *Troisième Communication Nationale sur le changement climatique* ».
2. Conformément aux dispositions de la lettre d'accord signée le [25 Avril 1987] et du document d'appui au programme ou descriptif de projet, le bureau de pays du PNUD fournira les services ci-après au programme [*ou projet*].
3. **Services à fournir:**

SERVICES D'APPUI (DESCRIPTION)	ÉCHEANCIER POUR LA FOURNITURE DES SERVICES D'APPUI	ESTIMATION SELON UNIVERSAL PRICE LIST (COPIE DU UPL CI-JOINT AU PRESENT DOCUMENT DE PROJET)
<ol style="list-style-type: none"> 1. Recrutement d'experts nationaux et internationaux pour la rubrique de renforcement des capacités : IC et SC (AO, dépouillement, identification, et établissement de contrats de consultants). 2. Achat d'équipements avec tout ce qui en découle 3. comme franchise et appui logistiques à des événements etc .. 4. Réservation de billets d'avion avec la préparation des frais de DSA en cas de mission dans le cadre des projets de coopération avec le PNUD <p>Estimation de 150 jours de travail sur 30 mois de la durée du projet pour le personnel suivant :</p> <p>Procurement associate Programme analyst Programme assistant SAP manager</p>	<p>Le processus se déclenche immédiatement après la réception de la demande de service.</p> <p>Le PNUD va charger directement les coûts après réception du service/biens du partenaire national.</p>	14,000\$
<p>Recrutement de personnel pour l'unité de gestion : Appel à candidature, identification et short list, sélection et élaboration du contrat de service, Payroll, TA, F10, etc...)</p> <p>Service relatif à l'ICT pour le personnel de l'unité de gestion:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenance de l'Email box - Installation et maintenance des équipements informatique pour l'unité de gestion - Contrat d'utilisation de téléphonie mobile (si applicable) 	<p>Le processus se déclenche immédiatement après la réception de la demande de service.</p> <p>Le PNUD va charger directement les coûts après réception du service du partenaire national.</p>	5,000\$

Estimation de 30 jours de travail sur 30 mois d'exécution du projet pour le personnel suivant: HR associate IT associate SAP manager Programme analyst		
Services liés aux traitements finance, cela inclut mais ne se limite pas aux paiements.	Le PNUD va charger directement les coûts après réception du service/biens du partenaire national et paiement des fournisseurs.	3,000\$

NB : Le PNUD doit recevoir la demande de service minimum 5 jours ouvrable avant le départ de la personne en question pour pouvoir assurer que le DSA soit prêt à temps

4. Description des fonctions et des responsabilités des parties concernées :

1. Le directeur de projet enverra une demande de service d'appui signée chaque fois qu'il y a nécessité au PNUD en expliquant le service demandé et en mentionnant un budget estimatif tout en tenant en compte du plan d'action annuel. La demande de service doit être accompagnée par :
 - Des termes de référence en cas de recrutement d'expert ou d'acquisition de matériel ; ou
 - De l'invitation au nom de la personne concernée en cas de réservation de billet d'avion et de préparation de DSA
2. Le PNUD de son côté, entame le processus d'appel d'offre/ acquisition/ réservation dès la réception de la demande de service et dès vérification de la disponibilité de fonds sur le projet en question. Les échéanciers correspondants sont sus-mentionnés dans le tableau.

NB: Cette lettre d'accord couvre la période de mise en œuvre du projet

APPENDICE

Annexe 7– Arrangement De Gestion, Modalités Financière et Echancier De Paiement

Pays: **TUNISIE**

Numéro du projet: **00077802**

Intitulé du projet: **Projet « Activités habilitantes pour la préparation de la Troisième Communication Nationale de la Tunisie au titre de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques »**

CONTRIBUTIONS	2014	2015	Total
Ministère de l'Environnement en USD	28 302	88 679	116 981
Dont frais de gestion du PNUD de la contribution du MA (6%)	1698	5321	7019
TOTAL Budget	30 000	94 000	124000
Date de versement ⁷	Septembre	Mars	–

DETAILS BANCAIRES DU PNUD

La participation du Gouvernement aux coûts du projet (cost-sharing) est à verser au compte du PNUD selon le calendrier susmentionné:

BIAT

Agence Hédi Chaker

Compte Courant N° : **08 10 4000 74 1000 48 22 53**

Selon l'échéancier susmentionné et avant chaque versement, l'agence d'exécution informera le PNUD du montant à verser. Il est à noter que les versements de la contribution seront en monnaie locale (Dinar Tunisien) et que le taux de change utilisé pour convertir en dollar des Etats Unis sera celui des Nations Unies pour le mois du versement. Le PNUD de son côté, dès réception des fonds informera le partenaire d'exécution de l'équivalent en USD du montant versé et du solde à verser pour le reste de la durée de vie du projet. De ce fait, il est impératif de mentionner que toute différence de change devra être prise en charge par le gouvernement si cela s'avérait nécessaire.